

PROagri

POUR VOUS. AUJOURD'HUI. ET DEMAIN

Dossier Loi sur l'eau

FORAGE-Puits

Dossier Déclaration

Rubrique 1.1.1.0.

EARL DU BUISSON
LES HOTTES
58400 NARCY

DATE REMISE DU CONSEIL :
05/11/2021

- Visite sur site le 10/02/2023
- Analyse au bureau : 08/03/2023

DOSSIER SUIVI PAR :

Thierry FERRAND

Mail : thierry.ferrand@chambagri.fr

Tel. : 03.86.93.40.63 OU 06.45.16.33.19



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
NIÈVRE

I. Introduction, pétitionnaire de l'opération	3
1. Objectifs	3
II. Renseignement sur le projet	5
1. Finalité du projet	5
2. Localisation des travaux	5
3. Raisons pour lesquelles le projet est retenu	6
4. Propriété des parcelles	6
5. Entreprise retenue pour les travaux	8
6. Conditions de réalisation du forage (art 5 arrêté ministériel du 11 septembre 2003)	8
III. Identification des enjeux	9
1. Bassin hydraulique	9
2. Localisation du projet par rapport à l'enjeu eau	9
3. Localisation par rapport aux enjeux relatifs à la biodiversité et aux zones humides	23
4. Localisation du projet par rapport aux zonages réglementaires liés à l'urbanisation	28
5. Localisation du projet par rapport aux risques d'inondations	29
6. Localisation du projet par rapport aux mouvements de terrain	29
IV. Rubrique nomenclature eau, évaluation des incidences NATURA 2000	30
7. Rubrique nomenclature eau	30
8. Evaluation des incidences Natura 2000	31
V. Descriptif du forage	32
1. Carte de situation du forage – distance réglementaire	32
2. Contexte géologique et hydrogéologique	35
VI. Préconisations techniques : Conception du forage	37
VII. Evaluation des incidences NATURA 2000 et prise en considération de la Doctrine ERC	43
1. Valeur paysagère du site	43
2. Biodiversités remarquables et ordinaires	43
3. Zones Humides	44
4. Hydrologie	45
VIII. Compatibilité avec le SDAGE Loire Bretagne	45
1. 7A Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau	46
2. 7B – Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins en périodes de basses eaux	48

IX.	<i>Incidences du forage sur les autres captages à proximité</i> -----	50
X.	Conclusion -----	50
XI.	Annexe -----	51



I. Introduction, pétitionnaire de l'opération

1. Objectifs

Le présent dossier vise à déclarer la réalisation d'un forage sur des parcelles appartenant à l'EARL du Buisson à Narcy dans le département de la Nièvre.

La réalisation de forages est réglementée au titre du code de l'environnement, dans le but de garantir que leur exécution ne portera pas atteinte à la qualité des ressources en eau souterraine.

Les arrêtés ministériels suivants fixent les prescriptions minimales à respecter selon les régimes (déclaration ou autorisation auxquels sont soumis l'ouvrage et/ou son prélèvement) :

- ➔ Arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature définie à l'article R214-1 de code de l'environnement (NOR : DEVE0320170A),
- ➔ Arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration au titre des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie à l'article R214-1 de code de l'environnement (NOR : DEVE0320171A),
- ➔ Arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation au titre des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie à l'article R214-1 de code de l'environnement (NOR : DEVE0320172A),

Conformément aux articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, les prélèvements d'eau dans le milieu naturel et/ou leurs ouvrages, peuvent être soumis à déclaration ou autorisation préalable, selon leurs caractéristiques.

La personne physique ou morale désignée sous le terme de pétitionnaire est la personne habilitée à engager la demande (le propriétaire ou toute personne habilitée à intervenir).

Les opérations réalisées par un même pétitionnaire concernant un même milieu sont cumulées pour l'application des seuils de la nomenclature.

Déclarant : Pétitionnaire

Téléphones, mail

EARL DU BUISSON

VIOLETTE LUC

58400 NARCY

SIRET : 491 649 653 000 12

06.73.90.39.70

c.violette@hotmail.fr

Etude réalisé par : Chambre d'Agriculture de la nievre

Chambre d'agriculture de la Nièvre

25 boulevard Léon Blum CS 40080

58028 NEVERS

Tél. : 03-86-93-40-40

Mail : thierry.ferrand@nievre.chambagri.fr

Visite terrain effectuée le 10/02/2023

Etude rédigée début février

Etude remise le 08/03/2023

Votre conseiller se tient à votre disposition pour tous renseignements complémentaires

II. Renseignement sur le projet

1. Finalité du projet

L'objectif du projet de création de forage vise à permettre la mise en place d'un système d'irrigation pour approvisionner 120 ha de cultures (principalement tournesol et orge de printemps / blé). Le sol étant de l'argile à chaille superficiel et donc de faible réserve utile, l'irrigation permettra de sécuriser les rendements.

2. Localisation des travaux



CARTE 1. LOCALISATION DU FORAGE PROCHE DE L'EXPLOITATION

Commune	N° forage	Section	Numéro	Coordonnées GPS lambert 93	Caractéristique du forage et prélèvements attendus
NARCY	1	0C	0384	X : 709538.2 Y : 6683038	Prélèvement maximum 132 000 m ³ /an Débit maximum : 100 m ³ /h Profondeur maximale : 50 à 60 m Forage en diamètre environ 280 cm

L'exploitation ne dispose d'aucun ancien forage / puits sur l'exploitation.

3. Raisons pour lesquelles le projet est retenu

Un diagnostic sol ainsi que des analyses en laboratoire a été réalisé le 10/02/2023 pour déterminer le potentiel agronomique des sols tout en prenant en compte les zones humides. Une visite de l'exploitation a été réalisé pour réaliser une visualisation théorique des parcelles potentiellement irrigable. Ceci a ainsi permis de calculer un prélèvement théorique de 132 000 m³ pour 120 ha et par an.

L'exploitant passera par l'ADMIEN pour faire sa demande groupée permettant d'affiner tout les ans son besoin en eau en fonction des cultures et des surfaces irriguées.

Le but de l'irrigation sur ces parcelles est d'améliorer les rendements et surtout de les sécuriser face au changement climatique et face aux sols de l'exploitation ayant peu de réserve utile.

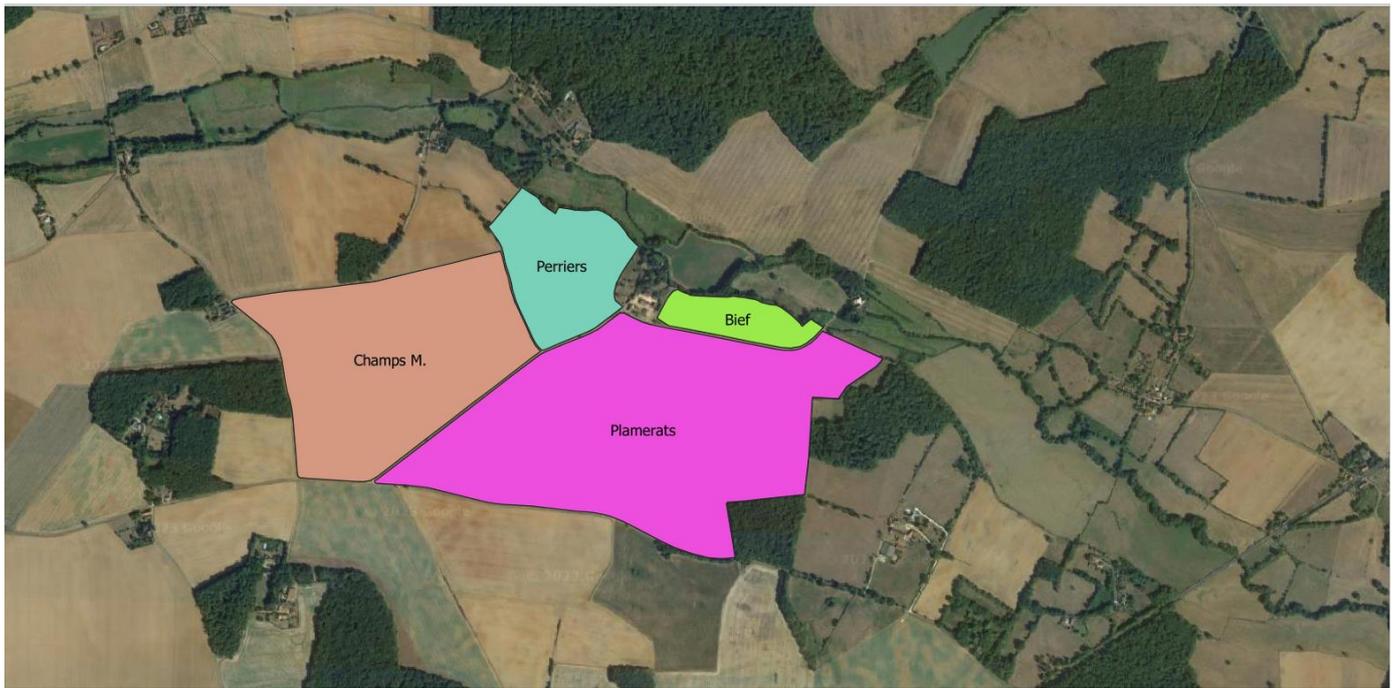
4. Propriété des parcelles

Le projet de forage se localise sur une parcelle en friche en propriété de Monsieur VIOLETTE Luc.

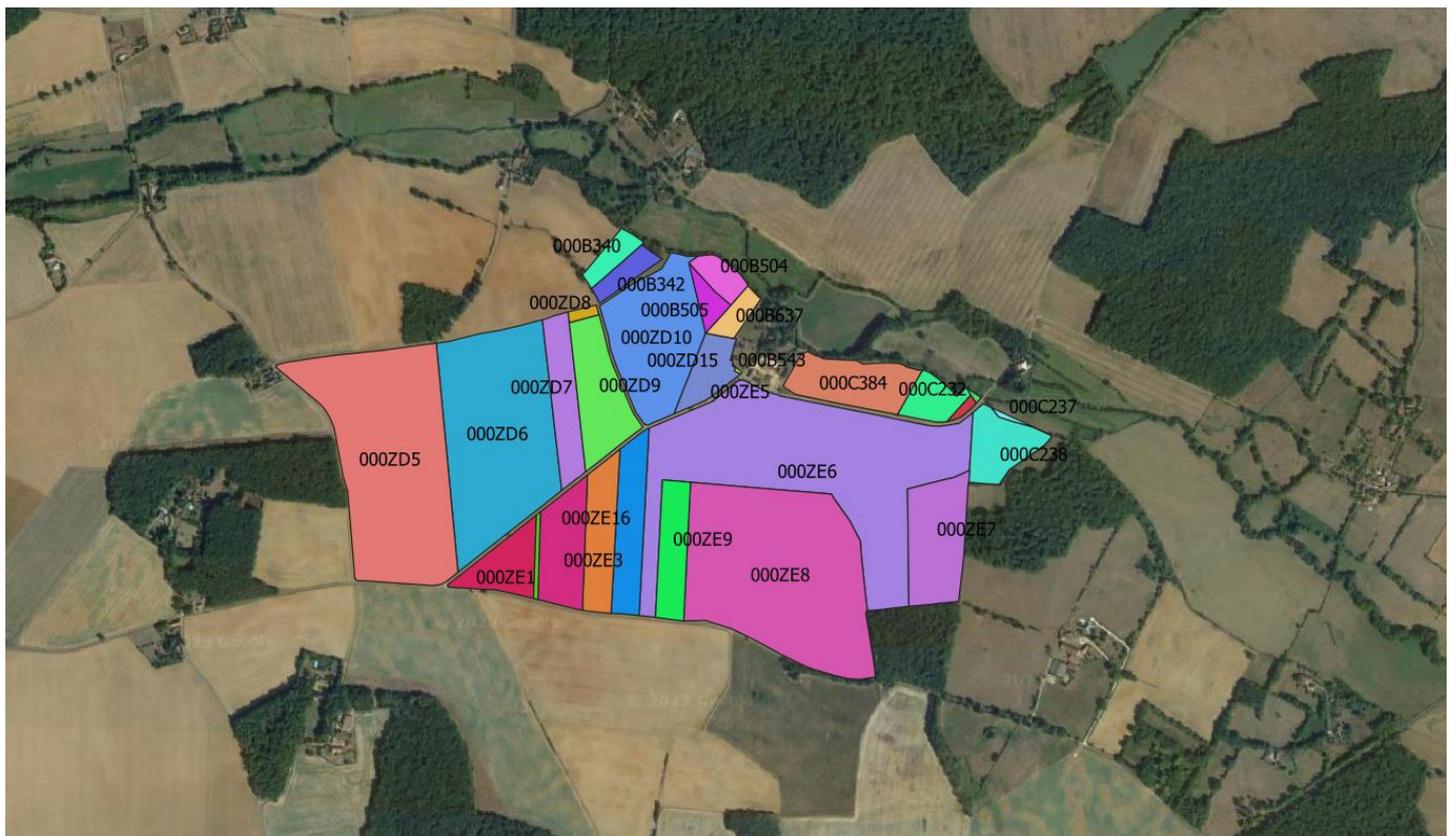
Les parcelles potentiellement irrigables sont :

-  Ilot 17 Champs Mussets 41.47 ha
-  Ilot 20 Le Bief 5.57 ha
-  Ilot 21 Les Plamerats 66.36 ha
-  Ilot 22 Les Perriers 14.76 ha

La carte 2a et 2b localise les différents ilots et cadastres potentiellement irrigables.



CARTE 2A. LOCALISATION DES ILOTS POTENTIELLEMENT IRRIGABLES



CARTE 2B. LOCALISATION DES PARCELLES CADASTRALES POTENTIELLEMENT IRRIGABLES

La couche SIG sera donnée en annexe du rapport avec les différentes caractéristiques des ilots et des parcelles cadastrales.

5. Entreprise retenue pour les travaux

A la date de rédaction du dossier déclaration, l'entreprise retenue pour la réalisation des travaux est Van Ingen forages.



Le chantier se déroulera en plusieurs phases :

- La création du forage,
- L'essai de forage,
- Les finitions du forage (pose de la margelle) qui seront réalisées dans les 2 mois suivant la création du forage.

6. Conditions de réalisation du forage (art 5 arrêté ministériel du 11 septembre 2003)

Au moins un mois avant le début des travaux, Mr VIOLETTE Luc devra communiquer au préfet par courrier, en double exemplaire, les éléments suivants :

- Les dates de début et fin du chantier, le nom de la ou des entreprises retenues pour l'exécution des travaux de sondages, forages, puits, ouvrages souterrains et, sommairement, les différentes phases prévues dans le déroulement de ces travaux ;
- Le dossier déclaration qui précise les références cadastrales des parcelles concernées par les travaux, les côtes précises entre lesquelles seront faites les recherches d'eau souterraine, les dispositions et techniques prévues pour réaliser et, selon les cas, équiper ou combler les sondages, forages et ouvrages souterrains ;
- Les modalités envisagées pour les essais de pompage, notamment les durées, les débits prévus et les modalités de rejet des eaux pompées, et la localisation précise des piézomètres ou ouvrages voisins qui seront suivis pendant la durée des essais conformément à l'article 9 ; ces informations sont également disponibles dans le dossier déclaration.

III. Identification des enjeux

1. Bassin hydraulique

Le projet se situe dans le bassin versant du Mazou Nohain.

Le Mazou présente une longueur de 28 kilomètres. Il prend sa source dans la commune de Raveau, dans la forêt domaniale des Bertranges à une altitude de 279 m, s'écoule vers l'ouest et se jette dans la Loire, dans la commune de Pouilly-sur-Loire, à une altitude de 149 m.

Le Nohain se situe entièrement dans le département bourguignon de la Nièvre. Son bassin occupe la partie nord du département. Il est alimenté tout au long de son parcours par de nombreuses sources, et se grossit de plusieurs affluents. Il se subdivise en de nombreux bras. Sa longueur est de 47,3 km. Il prend sa source à 2 km au nord-est d'Entrains-sur-Nohain. La partie sud-est de son bassin est presque entièrement recouverte de forêts, dont la forêt des Courgeonneries, la forêt des Dames, la forêt de Donzy, la forêt domaniale de Bellary, etc.

2. Localisation du projet par rapport à l'enjeu eau

SDAGE LOIRE-BRETAGNE :

Le SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à 2027.

Deux de ces orientations peuvent concerner le projet en question :

- Réduire la pollution par les nitrates.
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides.
- Empêcher toute nouvelle dégradation et restaurer le fonctionnement des milieux dégradés.
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau.
- Maîtriser les prélèvements d'eau.

Le programme de mesures, arrêté par le Préfet coordonnateur de bassin, recense les mesures dont la mise en œuvre est nécessaire à l'atteinte des objectifs environnementaux du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pendant la période 2016- 2021, deuxième cycle de la directive cadre sur l'eau (DCE). Avec les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions, ces mesures représentent les moyens d'action du bassin pour atteindre les objectifs de la DCE : non dégradation, atteinte du bon état, réduction ou suppression des émissions de substances, respect des objectifs des zones protégées.

Le programme de mesures s'appuie sur le socle national des mesures réglementaires et législatives dont la mise en œuvre courante répond pour partie à ces objectifs. Des mesures clés territorialisées et ciblées pour chacun des territoires du bassin complètent ce socle afin de traiter les problèmes qui s'opposent localement à l'atteinte des objectifs, malgré la mise en œuvre de la réglementation courante. Ces mesures clés peuvent s'appuyer sur des outils réglementaires, financiers ou contractuels.

Les différents documents sont disponibles sous <https://sdage-sage.eau-loire-bretagne.fr>

L'Agence de l'eau et la DREAL Bourgogne-Franche Comté (Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) coordonnent le suivi de sa mise en œuvre en étroite concertation avec les acteurs de l'eau, structures locales de gestion de l'eau et représentants professionnels notamment.

Dans le cadre du projet de création de forage /puits, les travaux devront rester compatibles à la disposition 7A : « Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau ». En effet, l'irrigation est l'usage le plus consommateur d'eau en étiage dans certaines régions de grande culture ; il convient de réduire l'impact de cet usage sur les débits d'étiage et sur le bon fonctionnement des zones humides en optimisant l'efficacité de l'eau.

De plus, les travaux devront rester compatibles à la disposition 7B-2 du SDAGE Loire-Bretagne « Bassins avec une augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux » :

Afin de prévenir l'apparition d'un déséquilibre entre la ressource et les besoins en eau, l'augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux, comptabilisée à partir de l'entrée en vigueur du Sdage 2016-2021, est plafonnée à la valeur du volume figurant dans le tableau des objectifs de quantité aux points nodaux* situé en fin de chapitre. Une fois ce plafond atteint, seule l'augmentation des prélèvements destinés à l'alimentation en eau potable, à la sécurité civile ainsi que ceux dédiés à la lutte antigel, peut être autorisée.

Sur tous les bassins non classés en ZRE*, le Sage peut définir l'augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux, au-delà du volume plafond*, après réalisation d'une analyse HMUC*. En l'absence de Sage approuvé ou pour les Sage approuvés, dans l'attente de leur révision, le préfet peut adapter les conditions de prélèvement du territoire cadrées par les dispositions mentionnées dans l'orientation 7B, selon les conclusions de l'analyse HMUC validées par la CLE. Ces conditions de prélèvement ont vocation à être intégrées dans le règlement du Sage dès son adoption, ou sa révision.

Les services de police de l'eau prennent en compte l'ensemble des prélèvements nets en période de basses eaux, en fonction de la position du point de rejet des volumes restitués dans le même cours d'eau ou la même nappe phréatique. Ils veillent à éviter une concentration de pression de prélèvements sur certaines parties des sous-bassins qui serait préjudiciable à l'atteinte des objectifs environnementaux du Sdage.

Sont concernés les prélèvements dans les cours d'eau et leurs annexes, dans les sources et dans les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau* ou des zones humides.

Les prélèvements dans les axes réalimentés objets de la disposition 7B-5 sont exclus de la présente disposition.

Zones vulnérables :

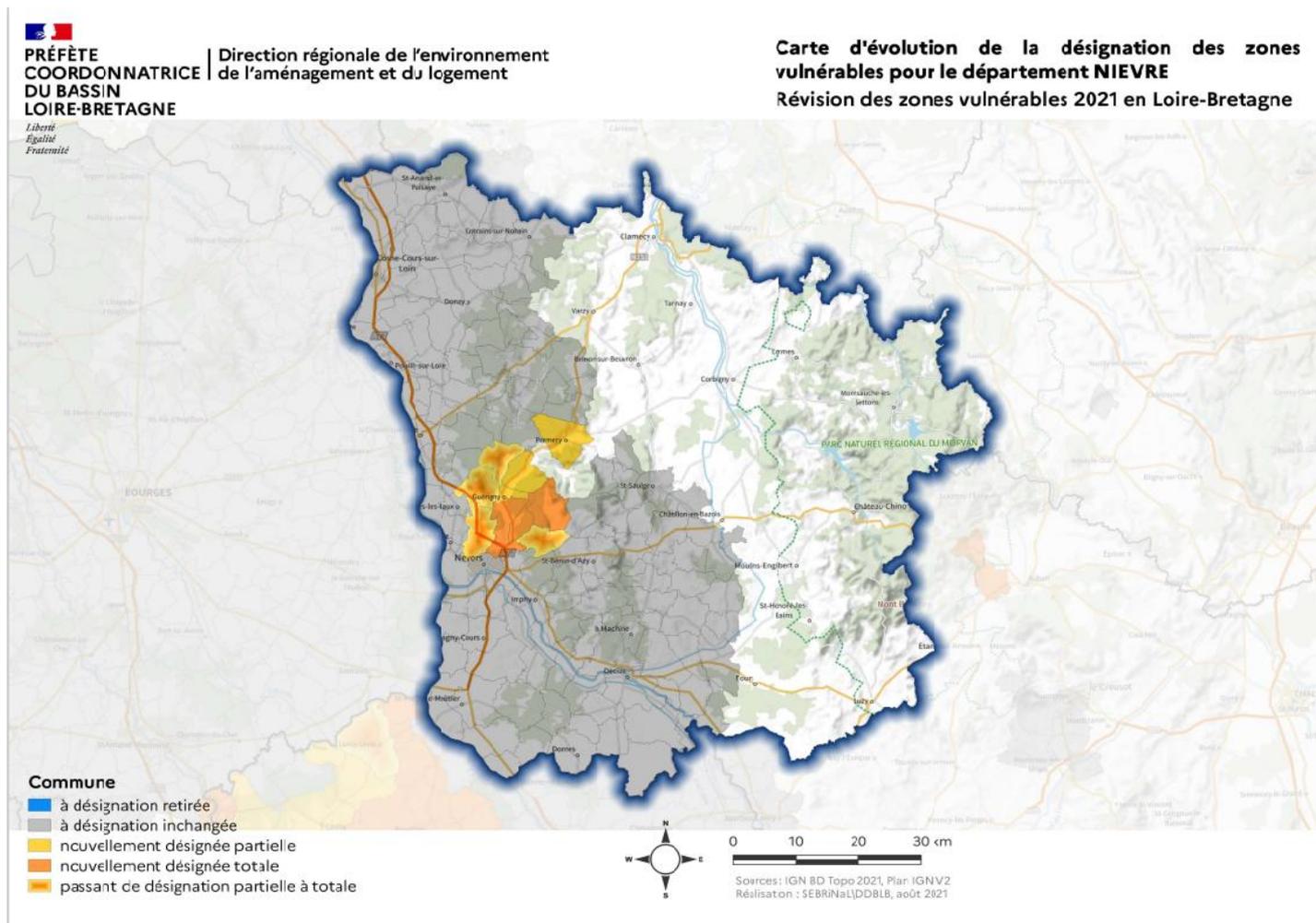
Zone vulnérable	Concerné
-----------------	----------

La directive européenne n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991, dénommée "directive nitrates" vise à protéger les eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Elle a donné lieu, en France, à quatre générations de programmes d'actions départementaux applicables sur des zones identifiées comme vulnérables.

Suite à la procédure de révision engagée en 2016 sur la base de la 6ème campagne de surveillance nitrates, le préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne a arrêté début d'année 2017 les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole. L'arrêté de désignation des communes est daté du 02 février 2017.

Le 02 février 2017, le préfet coordonnateur de bassin a pris un autre arrêté précisant les sections cadastrales concernées par ce zonage pour les communes bénéficiant d'une délimitation au niveau intra-communal. Cette délimitation permet de ne prendre en compte que les parties de communes situées sur les bassins versants alimentant les cours d'eau atteints ou menacés par la pollution, ayant justifié le classement en zone vulnérable. Un nouvel arrêté (arrêté n°21.230) portant délimitation des zones vulnérables a été enregistré le 30 août 2021.

La cartographie dynamique des Zones Vulnérables en région Bourgogne Franche-Comté est disponible à l'adresse suivante : http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/9/ZON_VULN_BFC.map#



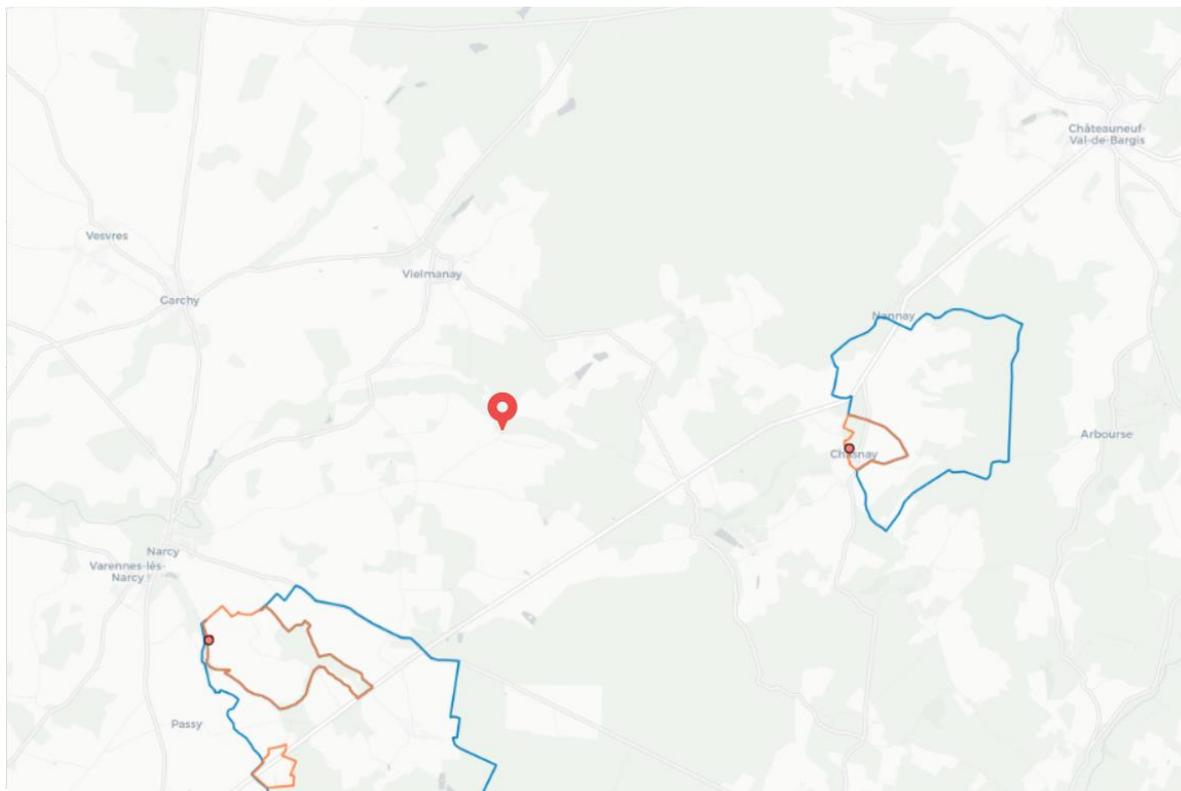
CARTE 3. ZONES VULNERABLES DANS LA NIEVRE SUR LA BASSIN LOIRE-BRETAGNE

La carte n°3 classe la commune de Narcy en tant que zone vulnérable totale du point de vue de la pollution par les nitrates d'origine agricole dans le bassin Loire-Bretagne.

Gestion des eaux :

L'ensemble du parcellaire d'étude se situe hors des périmètres immédiats, rapprochés et éloignés des puits de captages les plus proches.

Les parcelles sont également à l'extérieur des aires d'alimentation des captages. Les informations sont répertoriées **carte 3**.



CARTE 4. CAPTAGE AEP PROCHE DU PARCELLAIRE

Zones sensibles	Concerné
------------------------	-----------------

Une zone sensible est une zone où la nécessité de préserver le milieu aquatique et les usages qui s'y rattachent justifie la mise en œuvre d'un traitement plus rigoureux des eaux résiduaires urbaines avant leur rejet.

La directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires imposées aux Etats membres d'identifier les zones sensibles avant le 31 décembre 1993. La liste des zones sensibles doit être revue tous les quatre ans. *

Les articles R. 211-94 et R. 211-95 du code de l'environnement précisent la définition et les conditions de délimitation des zones sensibles : Art. R.211-94.-" Les zones sensibles comprennent les masses d'eau particulièrement sensibles aux pollutions, notamment celles dont il est établi qu'elles sont eutrophes ou pourraient devenir eutrophes à brève échéance si des mesures ne sont pas prises, et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote ou de ces deux substances doivent, s'ils sont cause de ce déséquilibre, être réduits. ...".

En France, l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles (J.O. du 24 décembre 1994) a désigné les bassins versants classés en zones sensibles. Ces zones sensibles ont été révisées par l'arrêté ministériel du 31 août 1999 modifiant l'arrêté du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles (J.O. du 21 octobre 1999) qui a désigné les nouvelles zones sensibles.

Ces arrêtés ont été complétés en 2006, 2010 puis 2017 (voir Annexe 1).

La zone d'étude est classée en zones sensible depuis 1994. Cependant, le forage n'aura aucun impact sur le milieu aquatique.

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E)	Non Concerné
--	---------------------

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Le projet de périmètre, accompagné d'un rapport justifiant de la cohérence hydrographique et socio-économique du périmètre proposé, est transmis pour avis par le ou les préfets aux conseils régionaux et aux conseils généraux des départements intéressés ainsi qu'à toutes les communes concernées.

Le SAGE est établi par une Commission Locale de l'Eau représentant les divers acteurs du territoire, et est approuvé par le préfet. Il est doté d'une portée juridique car les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec ses dispositions. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions des SAGE. Les SAGE doivent eux-mêmes être compatibles avec le SDAGE.

Depuis la loi sur l'eau de 2006, il se compose de deux parties essentielles : le plan d'aménagement et de gestion durable et le règlement, ainsi que de documents cartographiques. Le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau.

Les documents d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme et carte communale) doivent être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE. Le schéma départemental des carrières doit être compatible avec les dispositions du SAGE.

La zone d'étude n'est pas concernée par un S.A.G.E

Zone de Répartition des Eaux (Z.R.E)	Non Concerné
---	---------------------

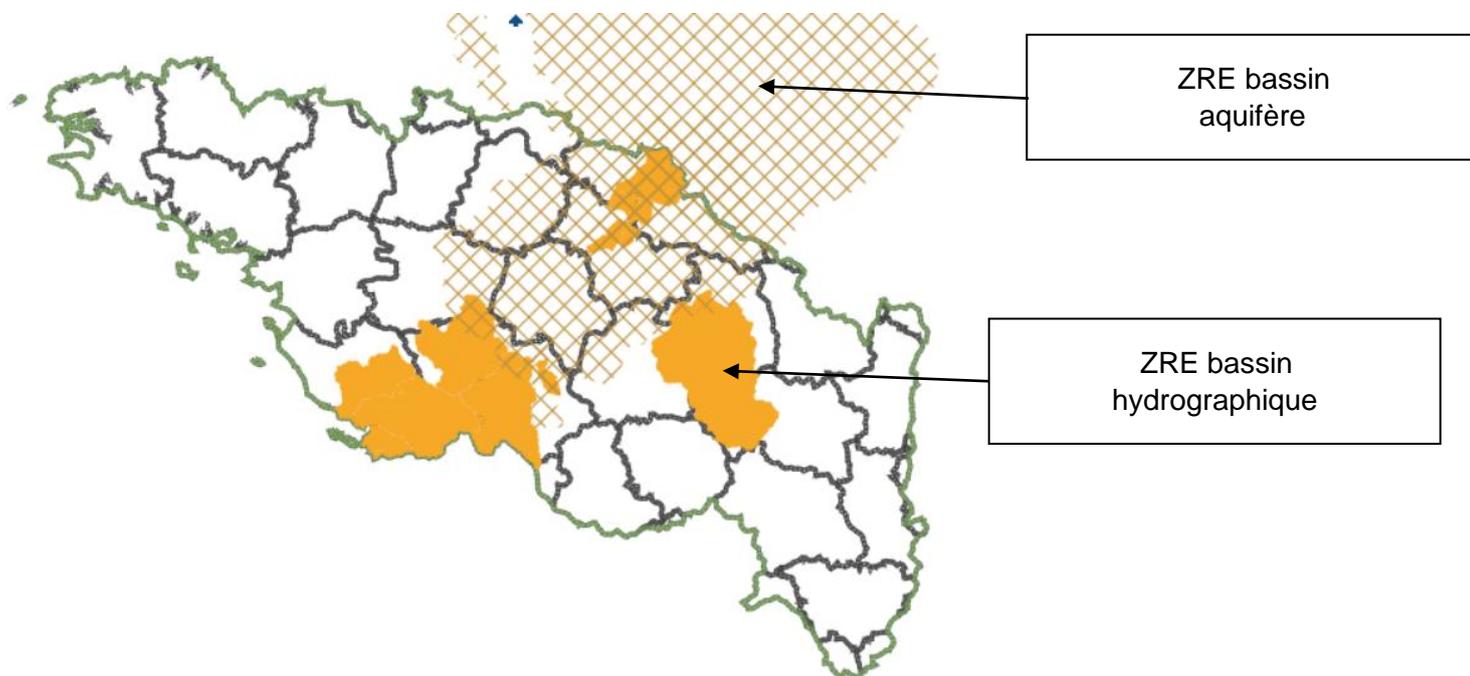
Les zones de répartition des eaux (ZRE) sont définies en application de l'article R211-71 du code de l'environnement, comme des " zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins ".

La délimitation des nouvelles ZRE s'effectue selon les deux étapes prévues aux articles R211-71 et R211-72 du code de l'environnement :

1. Le préfet coordonnateur de bassin définit par arrêté les zones de répartition des eaux (art. R211-71) qui se substituent à celles mentionnées dans le tableau de l'article R211-71 du code de l'environnement.
2. Le préfet de département constate ensuite par arrêté la liste des communes concernées (art. R211- 72).

Dans le cas des eaux souterraines, pour chaque commune est précisée la cote en dessous de laquelle les dispositions relatives à la ZRE deviennent applicables. Une commune dont une partie du territoire seulement serait concernée doit être incluse dans la ZRE pour la totalité de son territoire, la ZRE s'appliquant uniquement sur la masse d'eau visée.

La zone d'étude n'est pas concernée par une ZRE (voir carte 5).



CARTE 5. DELIMITATION DES ZRE DANS LE SDAGE LOIRE-BRETAGNE

Le contrat territorial Vrille Nohain Mazou est porté par la communauté de communes Cœur de Loire en partenariat avec les communautés de communes de Puisaye Forterre, les Bertranges et Haut Nivernais Val d'Yonne.

Le Contrat territorial a été signé en 2017 pour un bilan en 2021 et est relancé en 2022.

Les actions se découpent en 3 volets distincts :

Le volet A : Réduire les pollutions diffuses d'origine agricole

Ce volet se divise en 7 fiches actions ayant pour objectif d'améliorer la qualité des eaux du territoires. Les principales actions sont :

- L'accompagnement de la démarche zéro-phyto
- La réalisation d'une étude des pressions environnementales et agricoles
- Le lancement et d'accompagnement des études de Bassin d'Alimentation de Captage (BAC) sur des captages sensibles

Le volet B : Restauration des milieux aquatiques

Ce volet se divise en 14 fiches actions ayant pour objectif de restaurer les milieux aquatiques. Les principales actions sont :

- La restauration des cours d'eau par des projets de mise en défens, de restauration du lit mineur et des berges, de la restauration de la ripisylve (végétation de bord de cours d'eau)
- La restauration de la continuité écologique par l'étude d'ouvrages prioritaires et l'aménagement ou la suppression de petits ouvrages.
- L'amélioration de la connaissance et la protection de la biodiversité par l'étude des milieux humides ainsi que des espèces protégées et la lutte contre les espèces invasives (faune ou flore)

Le volet C : Améliorer le suivi et la communication sur les milieux aquatiques

Ce volet se divise en 7 fiches actions ayant pour objectif le suivi des milieux ainsi que la communication au grand public. Les principales actions sont :

- Le suivie de l'état écologique des cours d'eau
- La communication par des outils de communication ou par des évènements.
- Le développement de partenariat avec des structures scolaires

Les actions du contrat territorial sont financées par :

- L'agence de l'eau Loire Bretagne à hauteur de 60% à 80% selon les actions.
- La région Bourgogne Franche Comte à hauteur de 20% en moyenne

Le reste à charge est financés par les communautés de communes adhérentes au contrat territorial.

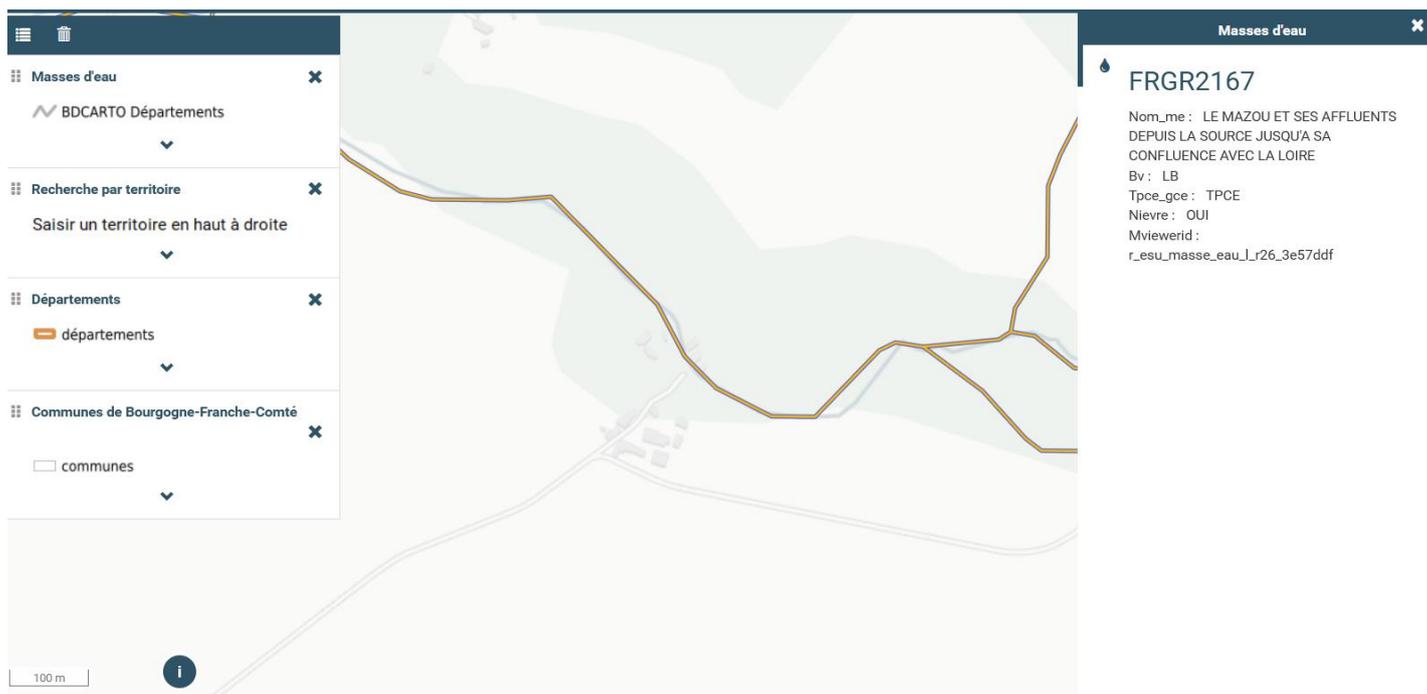
Le contrat territorial Vrille Nohain Mazou n'empêche pas la réalisation de forage pour l'irrigation.

Diagnostic des écoulements à proximité du projet de forage :

La **carte n°6** localise le réseau d'écoulement actuel sur le parcellaire ou jouxtant le parcellaire d'étude.

La consultation de la cartographie des cours d'eau sur le département de la Nièvre depuis http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/1107/Carto_cours_eau_v2.map permet d'identifier sur ce secteur, les linéaires des différents cours d'eau.

Le cours d'eau le plus proche correspondant à un cours d'eau permanent codifié **FRGR2167** « **LE MAZOU ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE** ».



CARTE 6 COURS D'EAU SITE NARCY

Stations hydrologique du site :

Après vérification sur le site <http://www.hydro.eaufrance.fr/>, aucune station hydrologique de mesure n'est présente à proximité de la zone d'étude sur le cours d'eau concerné par le projet. La station la plus proche concerne **le Nohain à Saint Martin sur Nohain** codifié **K409 4010**. Cette station se trouve à environ 20 km du potentiel nouveau forage.

Qualité des masses d'eaux :

Les résultats d'analyses physico-chimiques sont qualifiés par le S.E.Q Eau (Système d'évaluation de la Qualité de l'eau). Le SEQ eau permet d'évaluer la qualité de l'eau et son aptitude à assurer certaines fonctionnalités : maintien des équilibres biologiques, production d'eau potable, loisirs et sports aquatiques, irrigation, abreuvement des animaux et aquaculture.

Les évaluations sont réalisées en croisant plusieurs paramètres physico-chimiques regroupés en 16 indicateurs, appelés altérations. L'aptitude de l'eau (à la biologie ou aux usages) est évaluée, pour chaque altération, avec 5 classes d'aptitude, qui vont du bleu (aptitude très bonne) au rouge (inaptitude).

Selon la Directive cadre sur l'Eau (DCE), le « bon état » d'une masse d'eau de surface est atteint lorsque l'état écologique et l'état chimique de celle-ci sont au moins « bons ».

- L'état écologique est évalué essentiellement selon des critères biologiques (composition et structure des peuplements biologiques) et des critères physicochimiques.

- L'état chimique est déterminé au regard du respect de normes de qualité environnementale (NQE).

L'état global est évalué sur les mêmes paramètres pour toutes les masses d'eau. Les seuils à atteindre pour chaque paramètre sont toutefois adaptés pour tenir compte de la particularité des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées. On parle alors d'un objectif de bon potentiel.

Selon la DCE, le « bon état » d'une masse d'eau souterraine est atteint lorsque, à la fois, son état quantitatif et son état chimique de celle-ci sont « bons ».

- Le bon état quantitatif est atteint lorsque les prélèvements ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource disponible.

- L'état chimique est bon lorsque les concentrations en polluants dues aux activités humaines ne dépassent pas les normes et valeurs seuils, lorsqu'elles n'entravent pas l'atteinte des objectifs fixés pour les masses d'eaux de surface alimentées par les eaux souterraines considérées et lorsqu'il n'est constaté aucune intrusion d'eau salée due aux activités humaines.

La station de mesures de la qualité des eaux la plus proche **est la station codifiée FRGR2167 « LE MAZOU ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE »**.

Les données liées à cette station sont disponibles ci-dessous.

mise à jour du fichier : 15/10/2019		MASSE D'EAU : ÉTAT ÉCOLOGIQUE						MASSE D'EAU : BIOLOGIE indicateurs (classe d'état)			
code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Codes utilisés pour les colonnes avec des éléments de qualité de l'état écologique (état écologique, IBD, IBGN, IPR, Physico-chimiques généraux, ...): État écologique = 1 : très bon état ; 2 : bon état ; 3 : moyen ; 4 : médiocre ; 5 : mauvais ; U : inconnu / pas d'information ; NQ : non qualifié colonnes Niveau de confiance = 1 : faible ; 2 : moyen ; 3 : élevé ; 0 Non qualifié ; U : inconnu / pas d'information						IBD	DM2 pertinent ou non(cas MEFM/MEA)	IBMR pertinent ou non(cas MEFM/MEA)	IPR pertinent ou non(cas MEFM/MEA)
		État Écologique valide	Niveau de confiance valide	État Écologique calculé	État Biologique	État physico-chimie générale	État Polluants spécifiques				
FRGR2167	LE MAZOU ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE	3	3	3	2	2	3	2	1		

MASSE D'EAU		caractérisation 2019 des pressions cause de risque	PRESSIONS CAUSE DE RISQUE								
code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau		Risque Global	Macropolluants ponctuels	Phosphore diffus	Nitrates diffus	Pesticides	Micropolluants	Morphologie	Obstacles à l'écoulement	Hydrologie
FRGR2167	LE MAZOU ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE		Risque	Respect	Respect	Respect	Risque	Respect	Risque	Risque	Risque

Classement des cours d'eau à proximité du projet de forage	Concerné
--	----------

L'article L214-17 du code de l'environnement, introduit par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de décembre 2006, réforme les classements des cours d'eau en les adossant aux objectifs de la directive cadre sur l'eau déclinés dans les SDAGE.

Ainsi les anciens classements (nommés L432-6 et loi de 1919) sont remplacés par un nouveau classement établissant deux listes distinctes qui ont été arrêtées en 2012 par le Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne.

- Une liste 1 est établie sur la base des réservoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique et nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins. L'objet de cette liste est de contribuer à l'objectif de non-dégradation des milieux aquatiques.

Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique (cf. article R214-109 du code de l'environnement). Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières (cf. article L214-17 du code de l'environnement).

- Une liste 2 concerne les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique (transport des sédiments et circulation des poissons).

Tout ouvrage faisant obstacle doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant. Ces obligations s'appliquent à l'issue d'un délai de cinq ans après publication des listes.

La restauration de la continuité écologique des cours d'eau qui figurent dans cette liste a pour objectif de contribuer aux objectifs environnementaux du SDAGE. La délimitation de la liste tient compte également des objectifs portés par le Plan de GEstion des POissons MIgrateurs (PLAGEPOMI) et le volet Loire-Bretagne du plan national Anguille. Les travaux de restauration de la continuité biologique et sédimentaire doivent être réalisés sur les ouvrages y faisant obstacle, sur les tronçons de cours d'eau classés en liste 2, dans les 5 ans suivant l'adoption de leur classement soit d'ici fin 2018 pour les cours d'eau classés en 2013.

Le Mazou, de la source jusqu'à la confluence avec la Loire, est classé dans la liste 113 au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement sur le Bassin Loire-Bretagne. Du fait de ce classement, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique et le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions permettant de maintenir le très bon état écologique des eaux.

Ainsi le forage n'ayant aucun impact sur le continuum écologique du cours d'eau et sur le maintien du bon état écologique de l'eau, celui-ci n'est pas concerné par rapport à cette rubrique.

Zone de frayère (cours d'eau longeant les parcelles)	Concerné
--	----------

L'article L. 432-3 du code de l'environnement réprime la destruction des frayères et des zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole, à l'exception des travaux autorisés ou déclarés dont les prescriptions ont été respectées et des travaux d'urgence.

Les zones sur lesquelles ce délit est susceptible d'être constaté par les agents assermentés doivent figurer dans des inventaires qui sont arrêtés par les préfets de département.

Par ailleurs, sont soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, les « installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet » (rubrique 3.1.5.0. de la nomenclature « eau »).

L'arrêté préfectoral n°2012-DDT-2072 du 28 décembre 2012 relatif à l'inventaire des frayères et des zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole définit 3 listes des cours d'eau ou de portions de cours d'eau retenus au titre de cet inventaire pour la Nièvre.

□ liste 1 poissons (23/04/2008) : les parties cours d'eau susceptibles d'abriter des frayères, établi à partir des caractéristiques de pente et de largeur des cours d'eau pour les espèces présentes dans le département de la Nièvre : truite fario, chabot, lamproie de planer, lamproie de rivière, saumon atlantique, Ombre commun, Lamproie marine, vandoise,

□ liste 2 poissons (23/04/2008) : les zones définies à partir de l'observation de la dépose d'œufs ou de la présence d'alevins de l'espèce au cours de la période des 10 années précédentes pour le brochet et la grande alose

□ liste 2 écrevisses (23/04/2008) : les zones d'alimentation et de croissance des crustacés, à savoir pour la Nièvre, l'écrevisse à pieds blancs et l'écrevisse à pieds rouges.

Le Mazou fait partie de la liste 2 poissons. L'espèce biologique dominante est constituée essentiellement de poissons blancs (cyprinidés) et de carnassiers (brochet, sandre et perche). Néanmoins, le forage n'ayant aucun impact sur le continuum écologique du cours d'eau et sur le maintien du bon état écologique de l'eau, celui-ci n'est pas concerné par rapport à cette rubrique.

BDLISA Base de Données des Limites de Systèmes Aquifères

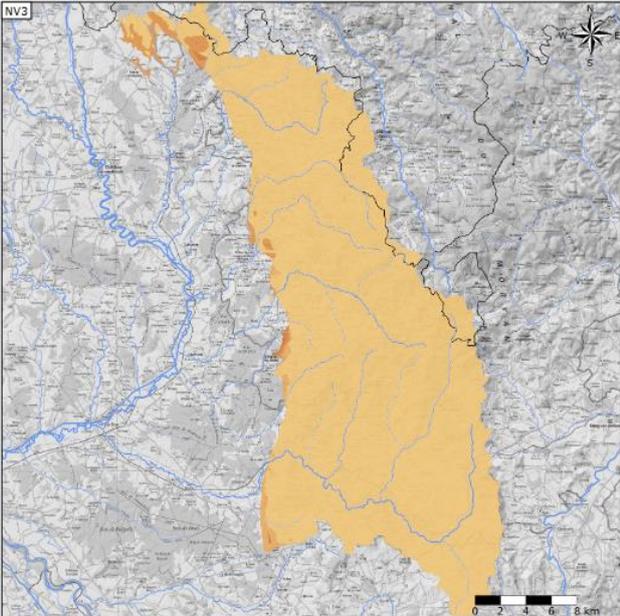
Code de l'Entité Hydrogéologique locale **207AA09**

Nom de l'Entité Hydrogéologique **Socle plutonique dans le bassin versant de la Loire de la Cressonne (non inclus) à l'Acoulin (non inclus)**

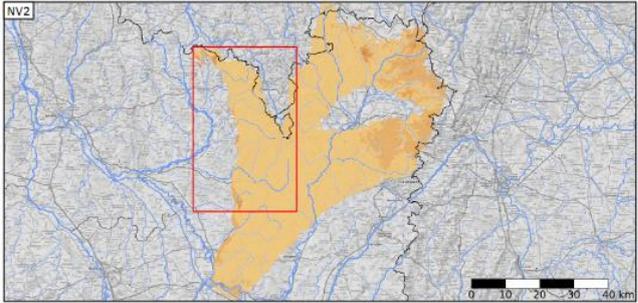
Caractéristiques de l'entité
 Nature : 6 Unité semi-perméable
 Etat : 2 Entité hydrogéologique à nappe libre
 Thème : 3 Socle
 Type de milieu : 2 Fissuré
 Origine de la construction : 1 Carte géologique ou hydrogéologique

Evolution entre la BDLISA V1 et la V2 :
 Type de modification : Aucune modification

Est incluse dans l'Entité Hydrogéologique **207AA**
 Socle du Morvan dans le bv de la Loire du Rhins(nc) à l'Allier(nc)



NV3

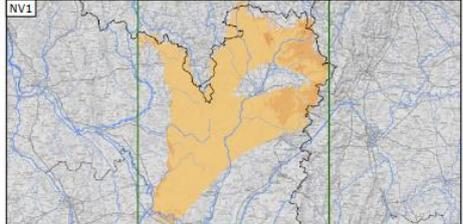


NV2

Est incluse dans l'Entité Hydrogéologique **207**
 Socle du Morvan dans le bassin versant de la Loire du Rhins(exclus) à l'Allier(exclus)

Représentation de l'entité

- Ordre 1
- Ordre 2
- Ordre 3
- Ordre 4-5
- Ordre 6-10
- Ordre 11-20
- Ordre 21+



NV1

Logos: eaufrance, AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ, LES AGENCES DE L'EAU, brgm

Edition du 05/03/2018
 Référentiel: BDLISA version 2 - Janvier 2018
 Source Bibliographique : Rapport BRGM/RP-67489-FR
<https://bdlisa.eaufrance.fr/>
<http://www.sandre.eaufrance.fr>

BDLISA

Code de l'Entité Hydrogéologique locale **104AA13**



Nom de l'Entité Hydrogéologique **Sables et argiles du Bourbonnais du Mio-Pliocène dans le bassin Loire-Bretagne**



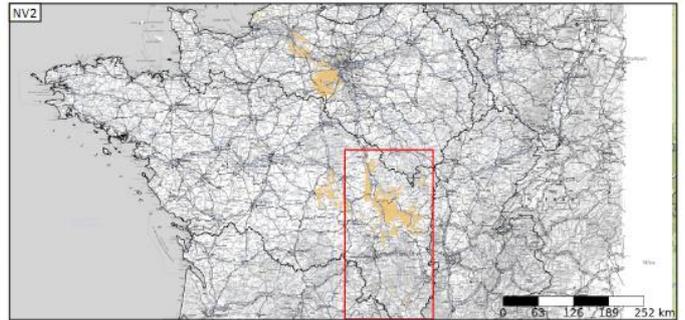
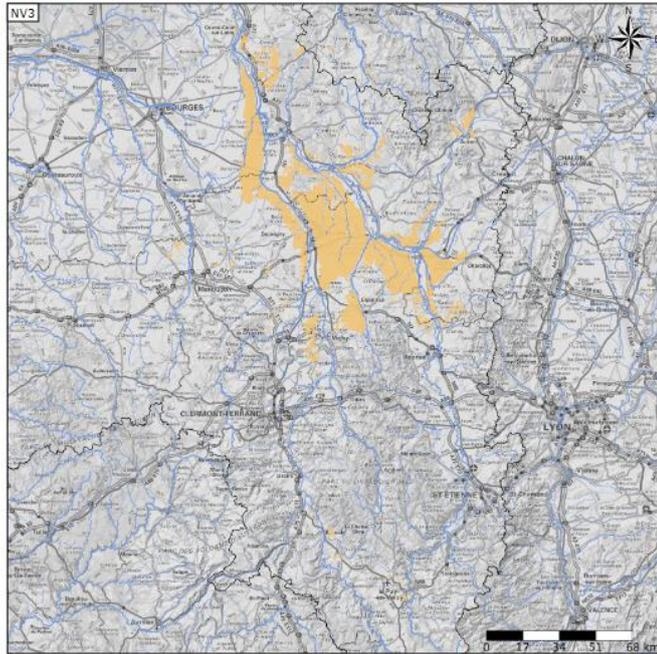
Caractéristiques de l'entité

Nature : **6** Unité semi-perméable
 Etat : **2** Entité hydrogéologique à nappe libre
 Thème : **2** Sédimentaire
 Type de milieu : **1** Poreux
 Origine de la construction : **1** Carte géologique ou hydrogéologique

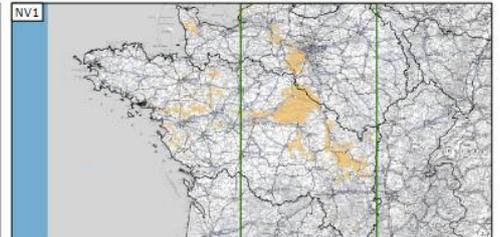
Est incluse dans l'Entité Hydrogéologique **104AA**
 Sables et argiles du Mio-Pliocène du Bassin Parisien

Evolution entre la BDLISA V2 et la V3 :

Type de modification : Entité V3 issue de la fusion pure de plusieurs entités V2



Est incluse dans l'Entité Hydrogéologique **104**
 Grand domaine hydrogéologique du Mio-Pliocène du Bassin Parisien



La protection des eaux souterraines constitue une priorité de la politique environnementale française et de l'Union européenne (UE) pour quatre raisons majeures :

- les eaux souterraines sont très utilisées pour l'alimentation en eau potable, pour l'industrie et pour l'agriculture, leur pollution peut être dangereuse pour la santé humaine et pour le bon déroulement des activités économiques ;
- les eaux souterraines fournissent le débit de base de nombreux fleuves (elles peuvent représenter jusqu'à 90 % du débit de certains cours d'eau) et peuvent influencer la qualité des eaux de surface ;
- si elles sont contaminées, le bon état des eaux souterraines est difficile à retrouver et les conséquences peuvent se prolonger pendant des décennies ;
- elles servent de tampon en période de sécheresse et sont essentielles pour conserver les zones humides.

La directive-cadre sur l'eau a imposé de découper le territoire national en masses d'eau souterraine. L'état d'une masse d'eau souterraine est déterminé par la plus mauvaise valeur de son état quantitatif et de son état chimique.

Sur le plan quantitatif, une masse d'eau souterraine est en bon état lorsque les volumes prélevés dans la nappe ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource et préservent l'alimentation en eau des écosystèmes de surface. Sur le plan qualitatif (état chimique), les déclassements des masses d'eau souterraine sont principalement dus aux nitrates et pesticides d'origine agricole. Une eau souterraine est en bon état lorsque son état quantitatif et son état chimique sont au minimum bons.

Le forage se localise dans la masse d'eau souterraine FRGG061 « Calcaires et marnes du Dogger et Jurassique supérieur du Nivernais nord libres et captifs » dont l'état est présenté ci-dessous.

Année de référence	Code européen de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Etat NEEQ (Masse d'Eau Souterraine)	Commission territoriale	Commissaires territoriaux	Région principale	regions	Code département	Etat chimique de la masse d'eau	Etat Nitrates	Etat Pesticides	Paramètre(s) de classement de l'Etat chimique	Tranche de classement Etat chimique	Etat quantitatif de la masse d'eau	Année de classement de la masse d'eau	Indicateur de l'état chimique et quantitatif	Date dernier commentaire	Commentaire sur l'évaluation	Risque S élog	Risque Nitrates	Risque pesticides	Risque chimique	Risque Pesticides	Risque quantitatif	Risque global
2012 à 2017	FRGG061	Calcaires et marnes du Dogger et Jurassique supérieur du Nivernais nord libres et captifs	4	LM	ALA,LM	BOURGOGNE-FRANCHE	CENTRE-VAL DE LOIRE,BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	18,58,89	3	3	3	nitrates (DG), pesticides (GG)	3	2					2022-2027	-1	-1	-1	3	1	-1

3. Localisation par rapport aux enjeux relatifs à la biodiversité et aux zones humides

LES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

Le contexte réglementaire de protection et les inventaires :

Une Zone d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) est un territoire où les scientifiques ont identifié des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel. Sur le territoire français, ces secteurs ont fait l'objet d'inventaires scientifiques nationaux sous l'autorité du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le compte du Ministère de l'Environnement. Sur les ZNIEFF en question, les données datent de 1984 à 1993.

On recense deux types de ZNIEFF sur le territoire Français :

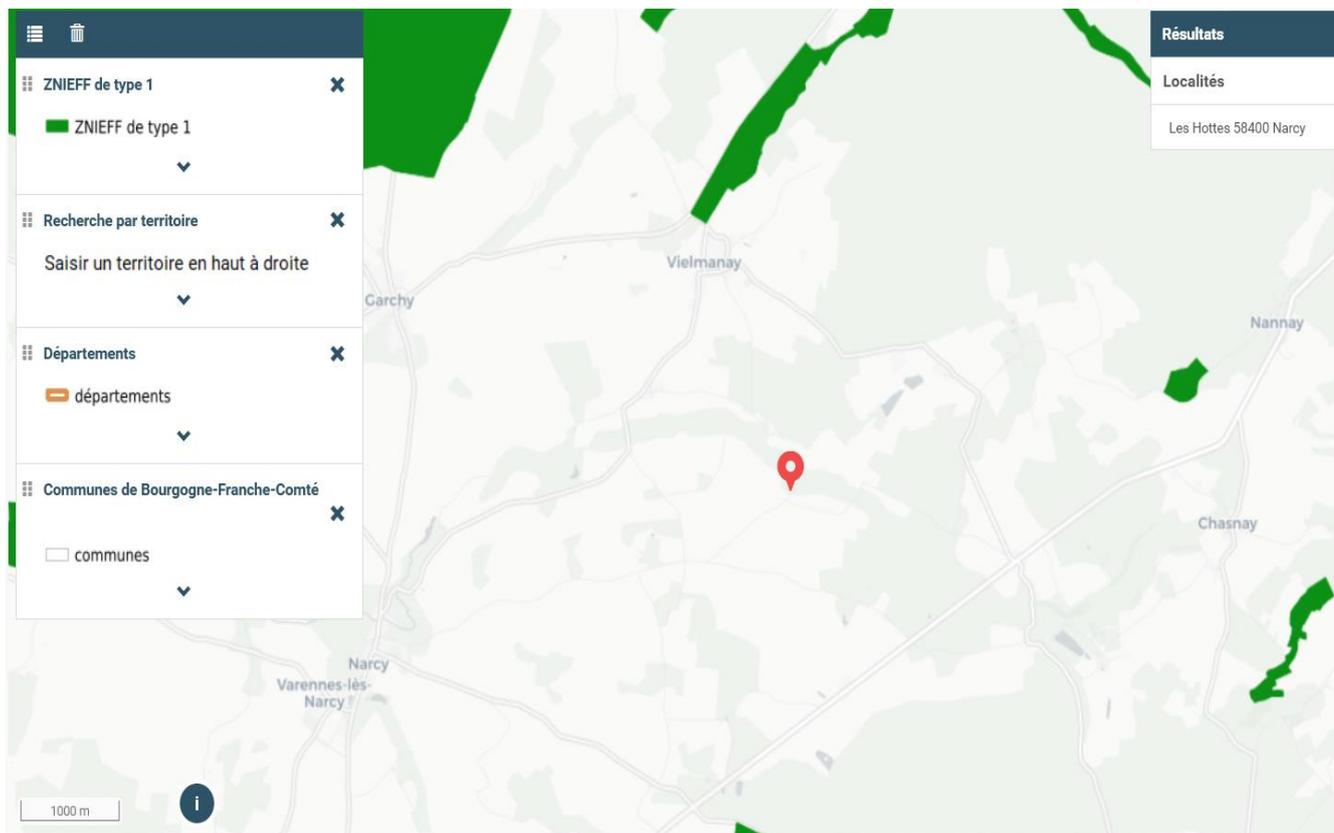
- ZNIEFF de type II : ce sont de vastes ensembles naturels et paysagers cohérents, au patrimoine naturel globalement plus riches que les territoires environnants ;
- ZNIEFF de type I : ce sont des zones souvent de plus petite taille, situées ou non à l'intérieur des précédentes et qui se détachent par une concentration d'enjeux forts en termes de patrimoine naturel.

Les zones ZNIEFF n'ont pas de portée juridique directe, elles représentent un outil d'information et d'alerte sur l'intérêt de la zone.

Identification des ZNIEFF concernées :

Z.N.I.E.F.F de type 1	Non Concerné
-----------------------	--------------

Le projet n'est pas présent dans le périmètre d'une Z.N.I.E.F.F de type 1. Il est à environ 4 km de la Z.N.I.E.F.F 260030057 : « Ruisseau de Bellary ». La carte 7 représente le site de forage par rapport aux différentes Z.N.I.E.F.F de type 1 localisés autour de l'ouvrage.

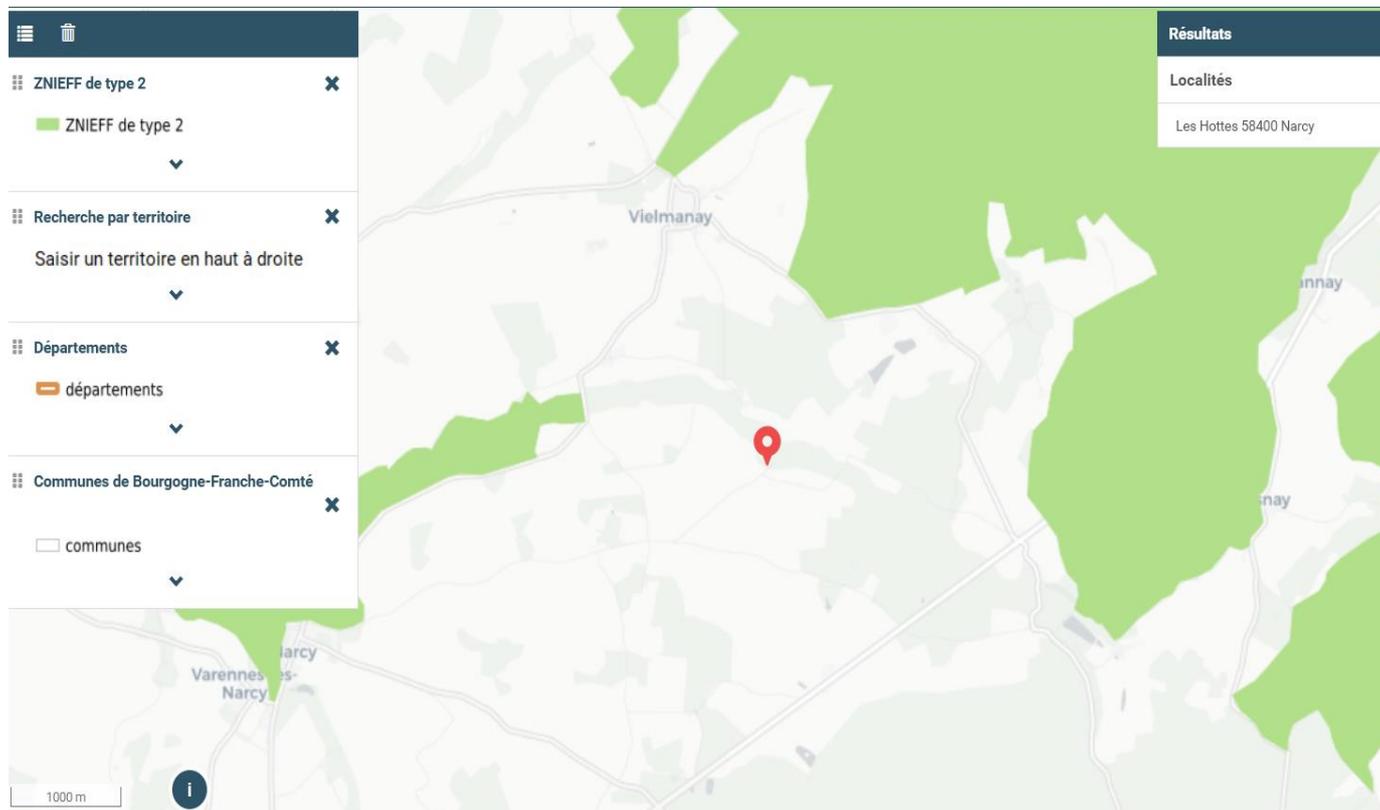


CARTE 7. DELIMITATION DE LA Z.N.I.E.F.F DE TYPE 1

Z.N.I.E.F.F de type 2

Non Concerné

Le projet n'est pas présent dans le périmètre d'une Z.N.I.E.F.F de type 2. Il est à environ 2 km de la Z.N.I.E.F.F 260009932 : « Vallée du Mazou ». La carte 8 représente le site de forage par rapport au différentes Z.N.I.E.F.F de type 1 localisés autour de l'ouvrage.



CARTE 8. DELIMITATION DE LA Z.N.I.E.F.F DE TYPE 2

Z.I.C.O

Non Concerné

Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.) sont des secteurs qui ont été identifiés en 1992 sur le territoire français pour leur richesse ornithologique d'intérêt communautaire (ROCAMORA, 1994).

La zone d'étude n'est pas présente dans un périmètre Z.I.C.O.

Réseau NATURA 2000 « Oiseau » Z.P.S	Non Concerné
--	---------------------

Les Zones de Protection Speciale (directive 79-4A9 / CEE dite directive «Oiseaux») sont des sites désignés par les Etats membres de l'Union Européenne au titre de la directive 79-409 / CEE dite directive «Oiseaux» du 2 avril 1979.

Le site de forage n'est pas à proximité d'une zone NATURA 2000 Z.P.S.

Réseau NATURA 2000 « Habitat» S.I.C	Non Concerné
--	---------------------

Les Sites d'Importances Communautaires (directive 92/043/CEE du 21 mai 1992) sont sélectionnés à partir des propositions des Etats membres (pSIC). Ces sites contribuent de manière significative à maintenir ou à rétablir un type d'habitat ou une espèce d'intérêt communautaire (hors oiseau) dans un état de conservation favorable (maintien de la diversité biologique). Ils constitueront, après validation, les Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.).

Le site de forage n'est pas à proximité d'une zone NATURA 2000 S.I.C (voir carte 8)

PARC, RESERVES NATURELLES ET ARRETE DE BIOTOPE

Parc naturel régional, Réserve naturelle	Non Concerné
---	---------------------

Institués par le décret du 1er mars 1967 (Articles L.333-1 à L.333-16 du Code de l'Environnement), les parcs naturels Régionaux ont pour objectifs la protection et la valorisation du patrimoine (nature, culture, paysage).

La parcelle du projet n'est pas située dans un parc naturel régional ou une réserve naturelle.

Arrêté Biotope	Non Concerné
-----------------------	---------------------

Arrêté préfectoral de conservation d'un milieu loi du 10 juillet 1976 et décret d'application n°77-1295 du 25 novembre 1977.

Le projet de forage n'est situé à proximité d'aucun APPB.

Zone humide RAMSAR	Non Concerné
---------------------------	---------------------

La Convention sur les zones humides (Ramsar, Iran, 1971) est un traité intergouvernemental qui a pour mission de favoriser la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des mesures prises au plan national et par la coopération internationale comme moyens de parvenir au développement durable dans le monde entier.

Le parcellaire n'est pas situé en zone RAMSAR.

Zones humides	Non concerné
----------------------	---------------------

La délimitation des zones humides au sens de la police de l'eau a connu différents rebondissements depuis la mise en place de l'arrêté zones humides du 1er octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R211-108 du code de l'environnement.

- Depuis le 24 juillet 2019, l'article 23 de la loi 2019-773 donne une nouvelle définition réglementaire des zones humides qui se décline désormais comme suit : « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

La parcelle accueillant le site de maraîchage et le site de forage ne présente pas de zones humides selon le diagnostic pédologique réalisé sur le terrain le 10/02/2023 (voir partie VII – 3.).

4. Localisation du projet par rapport aux zonages réglementaires liés à l'urbanisation

Plan Local d'Urbanisme	Non Concerné
-------------------------------	---------------------

La commune de Narcy fait partie du règlement national d'urbanisme. Ainsi, il n'y a pas de contre – indication pour la réalisation d'un forage.

Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager	Non Concerné
---	---------------------

En France, une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) est un dispositif instauré par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983, dont le champ fut étendu par la loi « paysages » du 8 janvier 1993, et qui constitue depuis le 24 février 2004 l'article L642 du Code du patrimoine.

Elle a pour objet d'assurer la protection du patrimoine paysager et urbain et mettre en valeur des quartiers et sites à protéger pour des motifs d'ordre esthétique ou historique en exprimant l'ambition d'améliorer la notion de champ de visibilité (« périmètre de 500 m » aux abords d'un monument historique) en lui substituant un « périmètre intelligent »).

Aucune zone de protection du Patrimoine n'est identifiée sur le périmètre d'étude.

Site classé et inscrit	Non Concerné
-------------------------------	---------------------

Les sites inscrits et classés ont pour objectif la conservation ou la préservation d'espaces naturels ou bâtis présentant un intérêt certain au regard des critères prévus par la loi. Il n'y a pas de site classé ou inscrit à proximité de la zone d'étude.

Aucune prescription particulière n'est à prendre en considération vis-à-vis du projet de travaux de forage.

5. Localisation du projet par rapport aux risques d'inondations

Zones inondable	Non Concerné
-----------------	--------------

La commune de Narcy n'est pas présente dans un PPRI.

PGRI Plan de Gestion du Risque d'Inondation	Non Concerné
---	--------------

La commune de Narcy n'est pas présente dans un PGRI.

6. Localisation du projet par rapport aux mouvements de terrain

Mouvement terrain	Non concerné
-------------------	--------------

L'évaluation de ce risque a été réalisée à partir de la plateforme Infoterre.brgm.fr Il n'existe pas de possibles mouvement de terrain sur la commune de Narcy.

IV. Rubrique nomenclature eau, évaluation des incidences NATURA 2000

7. Rubrique nomenclature eau

La création de ce genre de forage et le prélèvement relèvent des rubriques de nomenclature Eau 1.1.2.0 « prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage », 1.1.1.0 « forage » et 3.3.1.0 « Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais ».

N° de la rubrique	Intitulé	Procédure
1.1.2.0	<p>Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé.</p> <p>Demande d'autorisation : le volume total prélevé est supérieur ou égal à 200 000 m³/an.</p> <p>Demande de déclaration : le volume total prélevé est supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200000m³/an.</p>	Déclaration
1.1.1.0	<p>Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destinés à un usage domestique, exécutés en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.</p>	Déclaration
3.3.1.0	<p>Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais :</p> <p>Demande d'autorisation : travaux impactant une surface supérieure à 1 ha de zones humides,</p> <p>Demande de déclaration : travaux impactant une surface supérieure à 0,1 ha de zones humides mais inférieure à 1 ha.</p>	Pas de dossier loi sur l'eau

Une procédure est en cours à la DREAL pour une étude environnementale au cas par cas dû à la profondeur du forage (> 50m) (Voir Annexe 2).

8. Evaluation des incidences Natura 2000

Le régime d'évaluation d'incidences des projets sur les sites Natura 2000 existe depuis 2001 en application de la directive européenne « habitat, faune, flore ». Il ne s'appliquait toutefois qu'à un nombre restreint de catégories de projets.

Un élargissement a fait l'objet du décret n°2010-365 du 9 avril 2010. Ce texte réglementaire établit une liste d'activités soumises, sur tout le territoire national, à cette procédure d'examen préalable, dite « évaluation d'incidences Natura 2000 ».

Il s'agit des projets, plans, programmes ou manifestations (PPM) qui relèvent d'un régime d'encadrement administratif (autorisation, déclaration ou approbation) et qui sont susceptibles d'affecter de façon notable les habitats naturels et les espèces présents sur un site « Natura 2000 ».

Le but d'une évaluation d'incidences est de déterminer si l'activité envisagée porte atteinte ou non aux objectifs de conservation des habitats et espèces à l'origine de la désignation du site « Natura 2000 » considéré. Elle se fait en deux phases : une évaluation simplifiée ou préliminaire, qui doit permettre de conclure ou non à la possibilité d'un impact. Si c'est le cas, l'évaluation doit se poursuivre de façon approfondie.

Cette liste nationale de projets ou d'activités est complétée par 2 listes dressées par chaque préfet en fonction des enjeux locaux. La première concerne des activités qui relèvent d'un régime d'encadrement administratif, autres que celles de la liste nationale. La seconde comprend des activités ne relevant actuellement d'aucun encadrement administratif mais qui sont cependant susceptibles d'avoir un impact significatif sur un ou des site(s) « Natura 2000 ». Cette seconde liste locale de programmes, projets ou activités soumises à évaluations des incidences au titre du régime propre Natura 2000 retient 11 items de priorité régionale ainsi que 4 items répondant aux enjeux locaux après examen de la Commission Départementale Nature Paysage et Sites (CDNPS), du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) et consultation du public.

Le site de forage ainsi que les parcelles potentiellement irriguées ne font pas partie et ne sont pas proche d'un périmètre Natura 2000.

V. Descriptif du forage

1. Carte de situation du forage – distance réglementaire

Localisation	Caractéristiques	Masse d'eau	Usage
Dpt : Nièvre Commune : Narcy Coordonnées GPS (Lambert 93) : X : 709538.2 Y : 6683038	Prélèvement maximum 132 000 m ³ /an Débit maximum : 100 m ³ /h Profondeur maximale : 50 à 60 m Forage en diamètre environ 280 cm	Calcaires et marnes du Dogger et Jurassique supérieur du Nivernais nord libres et captifs	Irrigation Grandes cultures

Le forage sera réalisé sur une prairie en friche en propriété de l'exploitant.

Les conditions d'implantation de tout forage sont mentionnées à l'arrêté du 11 sept. 2003.

► Les règles sont les suivantes :

Les emplacements retenus vérifient les distances réglementaires suivantes :

À plus de 200 mètres

- des décharges et installation de stockage de déchets ménagers ou industriels

À plus de 50 mètres (forage optionnel)

- de parcelles potentiellement concernées par l'épandage de déjections animales et effluents d'élevages issus d'installations classées.

À plus de 35 mètres (forage optionnel)

- d'ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif, des canalisations d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;

- de stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, d'engrais minéraux, de produits phytosanitaires, des fumières et des fosses à lisier ;

- du stockage au champ de fumier, y compris les entrepôts temporaires ;

- des bâtiments d'élevage et de leur annexe, où la densité animale est supérieure à 0,5 UGB/ha ;

- de parcelles concernées par l'épandage de boues de station d'épuration et de déchets issus d'installations classées pour la protection de l'environnement (100 m si pente du terrain > 7%).

L'emplacement du futur forage respecte et respectera les distances réglementaires.

Après avoir échangé avec la mairie de Nancy et la CODECOM, ils n'existent malheureusement pas de plan détaillé sur les ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif.



CARTE 9 LOCALISATION DES DIFFERENTS RESEAUX D'EAU

Le forage sera à 18 m d'un réseau de récupération eau de pluie et de 35 m de la fosse septique.

Les photos 1 et 2 représente les différents ouvrages cités auparavant.



PHOTO 1 RESEAU DE RECUPERATION D'EAU DE PLUIE



PHOTO 2. FOSSE SEPTIQUE

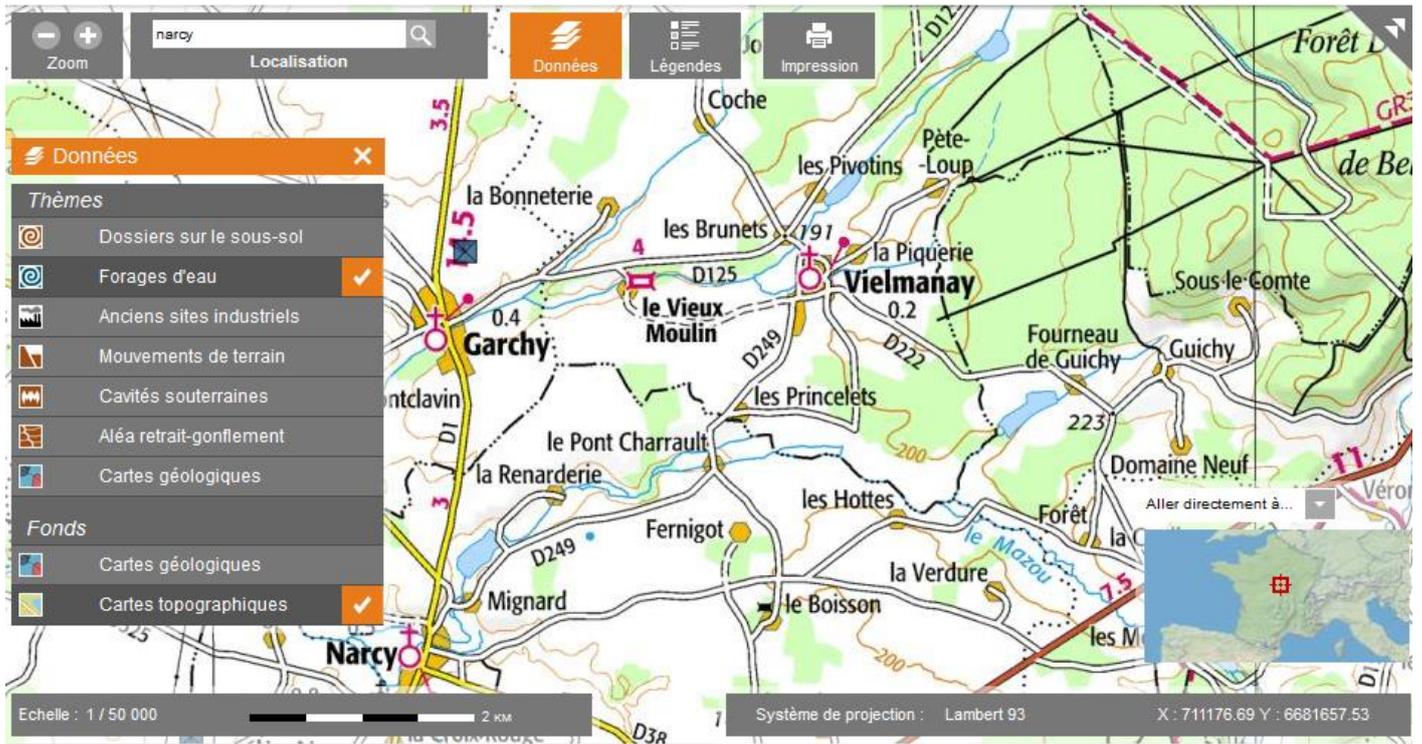
Autres dispositions de protection :

L'arrêté du 11 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 7 août 2006, impose qu'un coffrage hermétique et anti-intrusion coiffera la tête du forage. Ce dispositif évitera également la projection accidentelle d'éléments dans le forage. Aussi tout déversement intentionnel de produits, de nature à détériorer le forage et/ou à polluer les eaux de la nappe, sera ainsi évité.

2. Contexte géologique et hydrogéologique

La carte géologique au 1/50000ème ainsi que les forages de profondeur variable réalisés sur la zone (Infoterre) apportent des informations géologiques sur l'organisation géologique du domaine d'étude.

Forage sur la commune de Luzy (voir carte 10) à proximité du projet de forage BSS003YDQK (environ 5 km).



CARTE 10. FORAGE BSS003YDQK SUR LA COMMUNE DE GARCHY

identifiant national de l'ouvrage : BSS003YDQK

Nombre de niveaux : 14

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 0,5 m	Terre + silex	
De 0,5 à 7 m	Calcaire blanc	
De 7 à 8 m	Calcaire jaune	
De 8 à 16 m	Calcaire blanc	
De 16 à 17 m	Calcaire + argile marron	
De 17 à 20 m	Calcaire jaune	
De 20 à 27 m	Calcaire blanc	
De 27 à 35 m	Calcaire jaune orangé + argile marron rouge noir	
De 35 à 52 m	Calcaire brun	
De 52 à 113 m	Calcaire gris bleu	
De 113 à 116 m	Calcaire gris bleu et marron clair	
De 116 à 122 m	Calcaire gris bleu	
De 122 à 131 m	Calcaire brun avec oxydation	
De 131 à 146 m	Calcaire gris bleu	

VI. Préconisations techniques :

Conception du forage

A – Création du forage

Création :

Les informations fournies par la banque du sous-sol et la carte géologique renseignent sur la nature des terrains géologiques traversés. Les forages de proximité renseignent sur une idée de débit.

La profondeur totale du forage sera au maximum de 60 m.

Surveillance au cours de la réalisation du forage

Au cours de la foration, les profondeurs des arrivées d'eau seront scrupuleusement repérées et notées par le foreur. Un échantillon tous les mètres sera impérativement conservés en vue d'une caractérisation géologique des terrains traversés par le forage.

Les risques de pollution lors des travaux sont faibles. Un petit cordon de terre sera réalisé autour du forage afin d'éviter toutes pollutions accidentelles lors des travaux.

Aménagement des abords immédiats du forage. Un coffrage hermétique et fermant à clé coiffera la tête du forage. Il sera posé afin de prévenir tout risque de pollution accidentelle ou intentionnelle.

Le pourtour immédiat du forage dans un rayon de 5 mètres sera maintenu en herbe et entretenue sans aucun traitement chimique et engrais.

Déroulement des travaux

La période des travaux envisagée est début printemps.

Le chantier comprendra :

- la foration et la pose des tubes PVC
- l'essai de pompage
- l'aménagement de la margelle du forage

La conception du coffrage sera réalisée une fois la pompe et les raccords aux matériaux d'irrigation dans les parcelles réalisées.

En référence aux obligations réglementaires (cf. article 8 Arrêté Ministériel 11/09/03), il sera réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de la tête de forage. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de la tête de forage et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.

Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel. La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur comptée à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Au cours de l'opération de foration, un échantillon de cutines tous les mètres sera mis de côté de façon ordonnée pour le relevé géologique. Les arrivées d'eau seront rigoureusement repérées.

Les caractéristiques du forage peuvent sensiblement être modifié en fonction des différentes strates du sol rencontrés. En effet, il existe que peu d'ouvrages souterrains au niveau du projet de forage. De ce fait, il peut exister un biais. Monsieur Violette devra pour toutes modifications informés au préalable la DDT pour validation.

a) Technique de foration

Marteau fond de trou

b) Pré tubage prévu

<i>Diamètre du pré-forage (mm)</i>	280 mm
<i>Hauteur du pré-forage (m)</i>	55 m
<i>Diamètre intérieur / extérieur du pré tubage (mm)</i>	248 mm

c) Tubage

Diamètre de foration (mm)

280 mm

Diamètre intérieur / extérieur du tubage (mm)

248mm (épaisseur 4 mm)

Nature

Tubes PVC ou inox

Hauteur crépinée

Environ 30 m.

Pourcentage de vide (largeur des fentes)

Slot de 1 mm sur les PVC crépinés

Nature et granulométrie du gravier si nécessaire

Massif filtrant roulés, calibrés et lavés.

d) Cimentation

Mode opératoire- Hauteur de cimentation (m), cotes de la cimentation prévue – Nature

Le but de la cimentation est de remplir l'espace annulaire entre le tubage et le terrain foré. Le laitier est composé d'eau et de ciment mélangés.

Le temps de prise du ciment est d'au moins 24h avec un contrôle de sa dureté. La hauteur de la cimentation sera confirmée à l'issue de la réalisation du forage.

e) Déblais de forage, boues et eaux extraites

Devenir des déblais - Dispositif de traitement envisagé en vue de prévenir toutes pollutions du milieu - Destination des eaux d'exhaure lors des prélèvements.

La technique de foration utilisée ici étant le marteau fond de trou, les cuttings issus du forage sont constitués simplement d'un volume de terre remonté au fur et à mesure de l'avancement.

f) Usage prévu du forage

Destination de l'ouvrage : Prélèvement eaux souterraines

Forage d'eau à usage domestique pour irrigation maraichère.

Capacité maximale de la pompe (m³/h) : 100 m³ / h

Débit annuel maximum (m³/an) prévu : 132 000 m³ / an

B – Essai de pompage

Conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 11/09/03 (Modifié par Arrêté 2006-08-07 art. 1 JORF 24 septembre 2006 en vigueur le 1er octobre 2006), lorsque le sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain est réalisé en vue d'effectuer un prélèvement dans les eaux souterraines, le déclarant s'assure des capacités de production de l'ouvrage par l'exécution d'un pompage d'essai. Lorsque le débit du prélèvement envisagé est supérieur à 80 m³/h, le pompage d'essai est constitué au minimum d'un pompage de courte durée comportant trois paliers de débits croissants et d'un pompage de longue durée à un débit supérieur ou égal au débit définitif de prélèvement envisagé. La durée du pompage de longue durée ne doit pas être inférieure à 12 heures.

Le pompage d'essai doit également permettre de préciser l'influence du prélèvement sur les ouvrages voisins, et au minimum sur ceux de production d'eau destinée à la consommation humaine et ceux légalement exploités situés dans un rayon de 500 m autour du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain où il est effectué. Lorsque le débit du prélèvement définitif envisagé est supérieur à 80 m³/h, le

déclarant suit l'influence des essais de pompage dans des forages, puits ou piézomètres situés dans un rayon de 500 m autour du sondage, forage, puits, ouvrage en cours d'essai, en au moins trois points et sous réserve de leur existence et de l'accord des propriétaires. Ce suivi peut être remplacé par le calcul théorique du rayon d'influence du prélèvement envisagé, lorsque la connaissance des caractéristiques et du fonctionnement hydrogéologique de la nappe est suffisante pour permettre au déclarant d'effectuer ce calcul.

Le dispositif de test comporte :

- Une pompe de test sélectionnée en fonction :
 - des caractéristiques du forage réalisé (profondeur, débit estimé par le foreur)
 - de la perte de charge à considérer
- Une vanne de réglage du débit
- Un débitmètre

L'essai de pompage comprend la réalisation de 2 paliers non enchaînés de débit successif croissant et d'un essai longue durée de 24 heures et du suivi de sa remontée sur 8 heures (si besoin).

Les essais par palier sont utiles pour tracer la courbe caractéristique du rabattement spécifique en fonction du débit. L'essai longue durée permet de tester le futur débit d'exploitation, de s'assurer du bon comportement de la nappe et de calculer la zone d'appel du forage. Pour un débit de 100 m³ /h, 2 paliers seront réalisés à 50 et 100 m³/h. Les paliers seront tenus jusqu'à stabilisation du niveau. Cette durée est généralement d'une heure.

L'essai continu de pompage longue durée sera réalisé sur 24 heures avec un suivi de la remontée de la nappe sur 8 h si besoin.

Le suivi du puits (BSS003YDQK) identifié à proximité du projet n'aura pas besoin d'être réalisé dû à la distance importante (environ 5 km) entre les différents puits.

Ces essais feront également l'objet d'un suivi strict des débits d'exhaure. La turbidité des eaux d'exhaure fera l'objet d'une surveillance renseignant sur le développement du forage et par conséquent la stabilité des niveaux mesurés. Les arrivées d'eau troubles seront mentionnées. Les eaux d'exhaure seront dispersées dans les parcelles agricoles à plus de 50 mètres de l'ouvrage. Compte tenu de la texture des sols, l'eau s'infiltrera dans les horizons du sol. Ainsi tout risque de retour d'eau dans le forage est écarté.

C – Rapport de fin de travaux

Dans un délai de 2 mois suivant la fin des travaux et des essais des pompages, Mr Viollete Luc de la Nièvre s'engage à remettre au service Police de l'Eau de la DDT un rapport de fin de travaux comprenant :

- Le déroulement du chantier
- Les coupes géologiques des formations rencontrées, avec mention du ou des niveaux de nappes rencontrées
- Les coupes techniques des installations réalisées, précisant les caractéristiques des équipements notamment les diamètres, la nature du cuvelage, la profondeur atteinte,
- Les coordonnées GPS (en Lambert II étendu), Cote NGF de la tête du forage, code national BSS

- Les résultats des pompages d'essais, interprétation et évaluation de l'incidence de ces pompages sur la ressource en eau
- Les résultats d'analyses d'eau
- Le compte rendu des travaux de comblement des ouvrages abandonnés

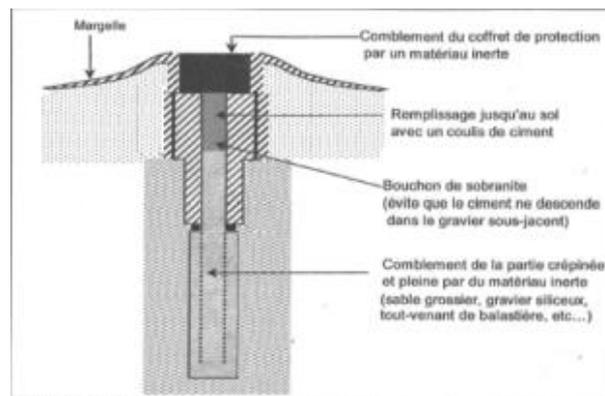
D – Débits attendus

Le débit maximum attendu pour le forage est d'environ 100 m³/h.

E – Condamnation du forage existant

Si le pétitionnaire décide de ne pas exploiter le forage, le forage devra être soit conservé entièrement équipé et périodiquement contrôlé ou bien être rebouché suivant les règles de l'art. Le rebouchât d'un forage répond à des règles :

- des matériaux inertes, graviers et cailloutis calcaires ou siliceux, seront utilisés pour le comblement du forage.
- un bouchon de sobranite et de ciment sera réalisé jusqu'en surface du sol pour empêcher toute intrusion d'eau. L'épaisseur du bouchon sera de 1 mètre.



F – Surveillance de l'Etat du forage

Tous les forages doivent être surveillés et entretenus :

- Pour garantir la protection de la ressource en eau souterraine vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface ;
- Pour empêcher le mélange des eaux de différents aquifères ;
- Pour éviter tout gaspillage de l'eau.

Au-delà des prescriptions réglementaires minimales sont exposées, ci-après, quelques recommandations pour optimiser le fonctionnement de l'installation. L'exploitant peut intervenir sur le fonctionnement de son installation. En revanche, il ne peut intervenir sur l'évolution naturelle de la nappe ni sur l'évolution des pompages au voisinage mais il doit pouvoir en tenir compte.

Ainsi, l'exploitant devra s'assurer si :

- la ressource diminue, naturellement ou à cause de prélèvements au voisinage, afin de l'intégrer dans la gestion de son installation,
- son forage se maintient en bon état de fonctionnement ou se dégrade avec un risque, dans un premier temps, d'augmentation des charges d'exploitation et, dans un deuxième temps, d'arrêt d'exploitation.

Contrôle des pertes de charge du forage d'exhaure : Effectuer au moins tous les semestres un contrôle des pertes de charge du forage. La fréquence est à adapter si une augmentation des pertes de charge est constatée. Il est souhaitable d'assurer un suivi régulier.

Contrôle du fond du forage : Effectuer un contrôle du fond du forage, à l'occasion de chaque remontée de pompe et au moins tous les trois ans environ. Un comblement brutal ou progressif et continu du forage traduit un dysfonctionnement qu'il faudra traiter. Le contrôle se fait simplement avec une sonde lestée. A noter que la sonde lestée ne permet pas toujours de contrôler la présence de dépôts gélatineux à très faible consistance mais néanmoins colmatants.

Respect absolu du débit maximum d'exploitation : Chaque forage est livré avec un débit maximum d'exploitation qu'il ne faut jamais dépasser, même très temporairement. En cas de dépassement on risque de réorganiser différemment la granulométrie des particules autour du forage et « d'arracher » des particules du terrain ou du massif filtrant, de créer des « ponts de sable » c'est à dire des zones où le massif filtrant n'est plus correctement en place et laisse passer des flux de particules, entraînant alors une abrasion des crépines, de la pompe, de la colonne d'exhaure et de tous les matériels en aval, ainsi qu'un colmatage de la crépine, de la pompe avec le risque de surchauffe du moteur. Une attention particulière est portée sur les conditions d'exploitation de la nappe et/ou du forage. Si celles-ci viennent à changer de façon significative, le débit maximal peut être revu à la baisse.

G – Précautions à prendre pendant la phase de chantier

Dans le but de limiter au maximum l'impact des travaux lors de l'intervention de forage, il est important de prévoir les travaux hors des périodes pluvieuses ce qui limitera les problèmes de mises en suspension. Les travaux devront être réalisés dans de bonnes conditions météorologiques en évitant l'intervention après de fortes pluies ou durant un épisode pluvieux intense avec des sols engorgés qui risquent de compacter les sols.

Afin d'éviter tout problème de pollutions accidentelles, le plein en carburant des engins de travaux devra être réalisé hors des parcelles cultivées.

Précautions vis-à-vis des espèces exotiques envahissantes

Concernant la lutte contre les espèces invasives, l'ensemble du matériel nécessaire pour l'intervention de curage (pelle mécanique, remorque, tracteur) devra arriver propre en début de chantier. L'arrivée des camions et les différentes livraisons (carburants,..) devront être réalisées en bordure de chantier exclusivement hors du périmètre de l'étang. Exclure tout remblaiement de terre avec de la terre extérieure pour éviter les contaminations par des espèces invasives. En cas d'identification d'une espèce invasive lors du chantier, la bonne pratique reste de contacter la DDT 58 afin de mettre en œuvre les bonnes pratiques et conseils spécifiques vis-à-vis de l'espèce présente. A ce jour aucune espèce invasive n'a été identifiée sur la zone de travaux.

VII. Evaluation des incidences NATURA 2000 et prise en considération de la Doctrine ERC

1. Valeur paysagere du site

Les travaux de forage n'engendrent aucun arrachage de linéaire de haie, création d'accès particuliers ou modification du paysage. Aucun impact n'est à signaler sur cet aspect.

2. Biodiversités remarquables et ordinaires

Evaluation des incidences / Natura 2000

Aucune espèce (floristique ou faunistique) d'intérêt patrimonial ou protégée n'a été référencée ou identifiée sur le parcellaire d'étude situé à proximité d'habitations et de bâtiments agricoles.

Les enjeux identifiés sur les sites Natura 2000, concernent principalement des enjeux de maintien de la diversité écologique des milieux.

Biodiversité ordinaire

Sur ce territoire, les éléments fixes du paysage jouxtant le parcellaire d'étude, jouent plusieurs rôles importants.

- Les zones humides dont l'enjeu principal est lié à la présence du sonneur à ventre jaune.
- Les cours d'eau servant d'habitat pour les écrevisses à pattes blanches, des moules perlières et épaisses.
- Les prairies humides possédant un grand intérêt fonctionnel vis-à-vis des milieux aquatiques (rôles tampons) et abritant un remarquable cortège floristique et faunistique.
- Les forêts de type chênaie-charmaie et hêtraie chênaie constellées de zones humides accueillant plusieurs espèces animales, en particulier des chauves-souris et le sonneur à ventre jaune.
- Les pelouses et les landes de par leurs conditions de sécheresse et de la faible épaisseur des sols recèlent un cortège d'espèces végétales originales.

Les travaux de forage n'engendrent aucune destruction particulière d'habitat ou d'espèce d'intérêt communautaire, aucun impact direct n'est donc à signaler **sur les habitats ou les espèces d'intérêt communautaire ayant motivé la désignation des sites Natura 2000 les plus proches.**

3. Zones Humides

Diagnostic zones humides

La visite sur site a permis de faire un diagnostic des sols au niveau du projet de forage.

Selon le code de l'environnement, les zones humides sont des " terrains, exploités ou habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année " (Art. L211-1 du code de l'environnement).

Les critères à retenir pour la définition et la délimitation de ces zones sont précisés par l'article R211-108 CE codifiant le décret du 30 janvier 2007.

Les critères sont relatifs à la morphologie des sols liés à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle ainsi qu'à la présence éventuelle de plantes hygrophiles, défini à partir de listes établies par région biogéographique.

L'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 vient préciser la méthodologie à appliquer pour délimiter une zone humide dans le cadre de la réglementation relative à la police de l'eau.

Les différents types de sols, espèces ou associations d'espèces végétales caractéristiques des zones humides y sont définis et spécifiés.

Le protocole du diagnostic est celui précisé par la circulaire Zones Humides du 18 janvier 2010.

Le diagnostic de zones humides a été réalisé par la Chambre d'Agriculture de la Nièvre.

La parcelle où serait implanté le forage comporte un sol de type Brunisol à forte charge en éléments grossiers (chailles) (voir **photo 3**)

Les brunisols sont des sols ayant des horizons relativement peu différenciés (textures et couleurs très proches), moyennement épais à épais (plus de 35 cm d'épaisseur). Ces sols sont caractérisés par un horizon intermédiaire dont la structure est nette (présence d'agrégats ou mottes), marquée par une forte porosité.

L'analyse des traces d'hydromorphie ne met en évidence aucune trace sur les 60 premiers cm. Par la suite des blocages apparaissent dû à la forte teneur en éléments grossiers.

Ces classes de sol ne font pas partie des sols classés en Zones Humides d'après les critères de l'arrêté ministériel Zones Humides d'Octobre 2009. Impact du projet sur la zone humide.



PHOTO 3. SONDAGE PEDOLOGIQUE D'UN BRUNISOL

Impact du projet sur des zones humides

L'implantation du forage ne détruit pas de zones humides. De même le projet d'irrigation n'étant que sur des parcelles agricoles déjà cultivées, il n'y aura pas d'impact supplémentaire.

La fiche terrain se trouve en Annexe 3.

4. Hydrologie

Estimations des besoins en eau

La consommation maximale estimée est de 132 000 m³/an pour ce projet d'irrigation.

VIII. Compatibilité avec le SDAGE Loire Bretagne

Le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 énonce 5 grands principes qui ont été pris en compte dans l'étude d'incidence lorsqu'ils avaient un rapport de près ou de loin avec l'irrigation

Dans le cadre du projet de création de forage /puits, les travaux devront rester compatibles à la disposition 7A : « Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau ». En effet, l'irrigation est l'usage le plus consommateur d'eau en étiage dans certaines régions de grande culture ; il convient de réduire l'impact de cet usage sur les débits d'étiage et sur le bon fonctionnement des zones humides en optimisant l'efficacité de l'eau.

De plus, les travaux devront rester compatibles à la disposition 7B-2 du SDAGE Loire-Bretagne « Bassins avec une augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux » :

Afin de prévenir l'apparition d'un déséquilibre entre la ressource et les besoins en eau, l'augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux, comptabilisée à partir de l'entrée en vigueur du Sdage 2016-2021, est plafonnée à la valeur du volume figurant dans le tableau des objectifs de quantité aux points nodaux* situé en fin de chapitre. Une fois ce plafond atteint, seule l'augmentation des

prélèvements destinés à l'alimentation en eau potable, à la sécurité civile ainsi que ceux dédiés à la lutte antigel, peut être autorisée.

Sur tous les bassins non classés en ZRE* , le Sage peut définir l'augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux, au-delà du volume plafond*, après réalisation d'une analyse HMUC*. En l'absence de Sage approuvé ou pour les Sage approuvés, dans l'attente de leur révision, le préfet peut adapter les conditions de prélèvement du territoire cadrées par les dispositions mentionnées dans l'orientation 7B, selon les conclusions de l'analyse HMUC validées par la CLE. Ces conditions de prélèvement ont vocation à être intégrées dans le règlement du Sage dès son adoption, ou sa révision.

Les services de police de l'eau prennent en compte l'ensemble des prélèvements nets en période de basses eaux, en fonction de la position du point de rejet des volumes restitués dans le même cours d'eau ou la même nappe phréatique. Ils veillent à éviter une concentration de pression de prélèvements sur certaines parties des sous-bassins qui serait préjudiciable à l'atteinte des objectifs environnementaux du Sdage.

Sont concernés les prélèvements dans les cours d'eau et leurs annexes, dans les sources et dans les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau* ou des zones humides.

Les prélèvements dans les axes réalimentés objets de la disposition 7B-5 sont exclus de la présente disposition.

1. 7A Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau

L'adaptation au changement climatique* implique, dans un premier temps, une gestion équilibrée des ressources en eau sur l'ensemble du bassin Loire-Bretagne. À l'échelle de ce bassin, cette gestion s'appuie sur des objectifs de débits, de niveaux et de piézométrie qui doivent être respectés sur un réseau de points nodaux existants. Au-delà de ce réseau, les Sage peuvent, à l'intérieur de leur périmètre, définir opportunément des points nodaux et des zones nodales complémentaires et des points de suivi de salinité dans les zones conchylicoles et de nourriceries, ainsi que les objectifs qui leur sont liés. Ils veillent alors à la cohérence de ces objectifs avec ceux du Sdage et au caractère équilibré des contraintes qui en résultent. Les Sage des bassins versants côtiers de petite taille qui connaissent des difficultés pour l'établissement de points nodaux* représentatifs et intégrateurs peuvent y remédier grâce à des analyses « hydrologie, milieux, usages, climat » (HMUC*) approfondies pouvant identifier d'autres indicateurs (disposition 7A-2).

Cette gestion doit également s'appuyer sur une meilleure connaissance des ressources disponibles, de la qualité des eaux, des usages à satisfaire et des besoins, en intégrant les évolutions liées au climat et à la démographie. Elle implique localement une solidarité entre usages et entre territoires. Les économies d'eau, pour tous les usages, sont à promouvoir car elles constituent une mesure sans regrets dans le plan national d'adaptation au changement climatique 2* :

- l'irrigation est l'usage le plus consommateur d'eau en période de basses eaux dans certaines régions de grande culture ; il convient de réduire l'impact de cet usage sur les débits d'étiage et sur le bon fonctionnement des zones humides en optimisant l'efficacité de l'eau. Dans les secteurs les plus exploités, ces actions d'économie d'eau seront sans doute insuffisantes. Il conviendra d'adapter les usages à la ressource disponible pour réduire la dépendance à l'eau : déploiement de modes de culture plus efficaces, systèmes innovants...

- la consommation d'eau en période de basses eaux pour l'alimentation des canaux est importante à l'échelle du bassin Loire-Bretagne. Un travail sur la limitation des fuites à partir des canaux ainsi que sur une gestion plus économe en eau doit être conduit par les exploitants,
- la consommation d'eau pour le service public d'alimentation en eau potable est importante à l'échelle du bassin en moyenne sur l'année. Du fait de la dégradation de la qualité, les ressources directement potables ou potabilisables se font plus rares et les ressources naturellement protégées ne pourront subvenir à tous les besoins. Dans un contexte de changement climatique*, il faut donc rechercher et éliminer toutes les sources de gaspillage actuelles et mettre en œuvre une gestion cohérente des ressources destinées à l'alimentation en eau potable, notamment au travers de l'élaboration de schémas directeurs départementaux, dont le contenu est détaillé dans la disposition 6A-1,
- concernant les prélèvements destinés à l'embouteillage des eaux minérales et de sources, la recherche d'économies doit concerner à la fois les process et les volumes embouteillés,
- les effets du changement climatique sur les températures viendront renforcer l'impact cumulé des plans d'eau en période de basses eaux sur le bassin versant. La diminution de l'impact des plans d'eau sur l'hydrologie doit être recherchée dans le cadre d'une gestion équilibrée de la ressource en eau en limitant l'interception des flux. Sur certains milieux particulièrement sensibles, une attention particulière doit être portée à la maîtrise des prélèvements :
 - sur le littoral, les besoins en eau potable sont en augmentation et certains secteurs comme les îles sont structurellement déficitaires. Dans ces secteurs, le développement de l'urbanisation doit se faire sur la base de schémas de cohérence territoriale (SCOT), mettant en regard les projets d'urbanisation avec les ressources disponibles et les équipements à mettre en place (orientation 10F),
 - sur les têtes de bassin versant, compte tenu de la vulnérabilité de la ressource, les prélèvements peuvent être très impactant et provoquer jusqu'à l'assèchement des cours d'eau (chapitre 11).

7A-1 : Objectifs aux points nodaux :

Les objectifs aux points nodaux et aux zones nodales* fixés par le Sdage et, lorsque c'est possible, par les Sage sont exprimés, suivant les situations, en débit ou en hauteur (piézométrique ou limnimétrique), et portent :

- d'une part sur l'équilibre entre la ressource et les besoins (débit objectif d'étiage DOE*, piézométrie objectif d'étiage POE*, niveau objectif d'étiage NOE*),
- d'autre part sur la gestion des crises (seuils d'alerte DSA*, PSA* et NSA* ; et seuils de crise, DCR*, PCR* et NCR*). Leur détermination repose principalement sur l'observation des équilibres ou déséquilibres actuels et sur l'expérience des situations de crise antérieures.

Défini par référence au débit moyen mensuel minimal de fréquence quinquennale sèche (QMNA5*), le DOE* est la valeur à respecter en moyenne huit années sur dix ; le respect de ce débit conçu sur une base mensuelle s'apprécie sur cette même base temporelle. C'est un débit moyen mensuel en période de basses eaux au-dessus duquel il est considéré que, dans la zone nodale, l'ensemble des usages est possible en équilibre avec le bon fonctionnement du milieu aquatique.*

Le même type de principe est utilisé pour la gestion des nappes d'eau souterraines en définissant des piézométries objectifs d'étiage (POE*). Il peut être utilisé pour la gestion des niveaux d'eau des grands marais littoraux (orientation 8C) en définissant des niveaux objectif d'étiage (NOE*).

Dans la mesure où les points nodaux ne sont pas toujours positionnés en un emplacement optimal tel qu'un point clé hydrographique ou hydrogéologique, mais plutôt en des points où des mesures sont possibles, chaque point comporte la mention explicite de la zone nodale qui s'y rapporte.

Les valeurs des objectifs à respecter en chacun des points nodaux définis par le Sdage, ainsi que la zone nodale sur laquelle chaque valeur sert de référence, figurent dans le tableau situé en fin de chapitre.

Tout nouveau point créé par les Sage est préférentiellement situé sur un point de mesure existant, ou en un point où la mesure est techniquement et administrativement faisable (maître d'ouvrage, opérateur, durée et fréquence).

7A-6 : Durée des autorisations de prélèvement :

Cette disposition ne concerne pas les aménagements bénéficiant d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration d'intérêt général, ni les ouvrages de production d'eau potable ou d'électricité.

Du fait des évolutions prévisibles liées au changement climatique et devant les incertitudes sur ces prévisions, il est fortement recommandé que toute nouvelle autorisation de prélèvements d'eau soit révisée tous les dix ans. Dans le cas de prélèvements limités à la période hors période de basses eaux, pour le remplissage de retenues à construire, et dans le cas des autorisations uniques pluriannuelles accordées à des organismes uniques de gestion collective, cette durée pourra être portée à quinze ans.

Il est recommandé à l'autorité administrative de réviser les autorisations existantes accordées sans limitation de durée de validité, ainsi que les autorisations n'ayant pas fait l'objet de limitation en volume prélevé.

2. 7B – Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins en périodes de basses eaux

En lien avec les contraintes économiques, les évolutions démographiques, le confort, la récurrence des années sèches, les besoins en eau évoluent alors que la ressource naturelle n'est pas extensible ; ce sont donc les conditions de vie des milieux aquatiques qui sont restreintes et il peut s'ensuivre une dégradation de ceux-ci dans les régions où les ressources en eau sont les plus exploitées. De plus, les conséquences prévisibles du changement climatique vont dans le sens d'une aggravation de ces dégradations.

Il importe donc de définir les moyens de maintenir l'équilibre entre la ressource et les besoins, aussi bien pour préserver l'équilibre des milieux que pour ne pas compromettre la pérennité des usages actuels.

La gestion de la ressource en eau s'appuie sur un certain nombre de valeurs dont la principale est le débit objectif d'étiage (DOE*) défini par la disposition 7A-1.

La présente orientation concerne les prélèvements en période de basses eaux dans les zones du bassin, hors zones de répartition des eaux (ZRE*), où l'enjeu est de maintenir l'équilibre, parfois fragile, entre la ressource et les besoins. Les prélèvements hors période de basses eaux sont traités dans l'orientation 7D.

Sous condition de la stabilité ou de la baisse du cheptel, dans les territoires concernés, les nouveaux prélèvements liés à l'abreuvement peuvent être autorisés, dans les territoires et axes soumis aux dispositions 7B-3, 7B-5, et, en 7B-2, au-delà du volume d'eau plafond* consommé.

Dans le cadre de cette orientation, toute commission locale de l'eau qui réalise une analyse HMUC* peut définir, dans le Sage, des conditions de prélèvement mieux adaptées au territoire du Sage, y compris

moins restrictives, en remplacement de celles définies par les dispositions 7B-2 à 7B-4, et par la disposition 7B-5, lorsque l'axe réalimenté est intégralement compris dans le périmètre d'un ou plusieurs Sage. En l'absence de Sage approuvé ou pour les Sage approuvés, dans l'attente de leur révision, le préfet peut adapter les conditions de prélèvement du territoire cadrées par les dispositions susmentionnées, selon les conclusions de l'analyse HMUC validées par la CLE. Ces conditions de prélèvement ont vocation à être intégrées dans le règlement du Sage dès son adoption ou sa révision. Il est recommandé que le préfet informe annuellement les commissions locales de l'eau de l'état de mise en œuvre de l'orientation 7B sur le territoire de leur Sage. En l'absence de priorités d'usage de la ressource en eau ou de répartition de volumes prélevables par usage définie par le Sage, les économies réalisées par un usage donné profitent en priorité à cet usage, sans préjudice de l'article L. 211-1 du code de l'environnement. Sur les cours d'eau où les prélèvements sous les seuils de déclaration peuvent encore laisser place à des prélèvements supplémentaires significatifs, les Sage peuvent réglementer ces prélèvements.

7B-2 : Bassins avec une augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux :

Afin de prévenir l'apparition d'un déséquilibre entre la ressource et les besoins en eau, l'augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux, comptabilisée à partir de l'entrée en vigueur du Sdage 2016- 2021, est plafonnée à la valeur du volume figurant dans le tableau des objectifs de quantité aux points nodaux* situé en fin de chapitre. Une fois ce plafond atteint, seule l'augmentation des prélèvements destinés à l'alimentation en eau potable, à la sécurité civile ainsi que ceux dédiés à la lutte antigel, peut être autorisée.

Sur tous les bassins non classés en ZRE*, le Sage peut définir l'augmentation possible des prélèvements en période de basses eaux, au-delà du volume plafond*, après réalisation d'une analyse HMUC*. En l'absence de Sage approuvé ou pour les Sage approuvés, dans l'attente de leur révision, le préfet peut adapter les conditions de prélèvement du territoire cadrées par les dispositions mentionnées dans l'orientation 7B, selon les conclusions de l'analyse HMUC validées par la CLE. Ces conditions de prélèvement ont vocation à être intégrées dans le règlement du Sage dès son adoption, ou sa révision.

Les services de police de l'eau prennent en compte l'ensemble des prélèvements nets en période de basses eaux, en fonction de la position du point de rejet des volumes restitués dans le même cours d'eau ou la même nappe phréatique. Ils veillent à éviter une concentration de pression de prélèvements sur certaines parties des sous-bassins qui serait préjudiciable à l'atteinte des objectifs environnementaux du Sdage.

Sont concernés les prélèvements dans les cours d'eau et leurs annexes, dans les sources et dans les nappes souterraines contribuant à l'alimentation des cours d'eau* ou des zones humides.

Les prélèvements dans les axes réalimentés objets de la disposition 7B-5 sont exclus de la présente disposition.

IX. Incidences du forage sur les autres captages à proximité

Aucun puit n'est présent proche du projet de forage. Le puit le plus proche est à environ 5 km de distance (BSS003YDQK).

Ainsi aucun autre puit ne sera suivi lors du test de débit.

Le rapport de fin de travaux fera apparaître les résultats des pompages d'essais, leur interprétation et l'évaluation de l'incidence des pompages sur la nappe à partir de l'analyse de la vitesse de la remontée de nappe.

X. Conclusion

L'objectif des travaux vise à permettre la réalisation d'un forage sur la commune de Narcy dans le département de la Nièvre.

La présente déclaration vise à exposer les modalités des travaux, préciser les caractéristiques techniques de l'ouvrage et évaluer l'impact des nouveaux forages sur l'environnement (Eau, biodiversité). Différentes bonnes pratiques sont préconisées au moment de la réalisation des travaux.

Dans la mesure où l'ensemble des préconisations de l'étude est respecté, préservant ainsi l'ensemble des enjeux identifiés, les atteintes occasionnées sur le milieu **sont négligeables et non significatives**.

L'Annexe 4 reprend cette étude d'un point de vue synthétique et non technique.

XI. Annexe

Annexe n°1 : Arrêté Zones Sensibles

Annexe n°2 : Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Annexe n°3 : Fiche terrain

Annexe n°4 : Résumé non technique

Annexe n°1 :
Arrêté Zones Sensibles



Arrêté du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes

🕒 Dernière mise à jour des données de ce texte : 01 mars 2009

NOR : ENVE9430394A

Version en vigueur au 21 octobre 2021

Le ministre de l'environnement,

Vu la directive n° 91/271/C.E.E. du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes, et notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu les délibérations du Comité de bassin Adour-Garonne en date des 23 novembre 1992 et 2 juillet 1993 ;

Vu la délibération du Comité de bassin Artois-Picardie en date du 4 décembre 1992 ;

Vu les délibérations du Comité de bassin Loire-Bretagne en date des 10 novembre 1992 et 10 février 1994 ;

Vu la délibération du Comité de bassin Rhin-Meuse en date du 25 juin 1992 ;

Vu les délibérations du Comité de bassin Rhône-Méditerranée-Corse en date des 3 décembre 1992 et 7 juillet 1993 ;

Vu la délibération du Comité de bassin Seine-Normandie en date du 29 juin 1993 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Adour-Garonne en date du 4 octobre 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Artois-Picardie en date du 28 septembre 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Loire-Bretagne en date du 30 mai 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Rhin-Meuse en date du 3 juin 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse en date du 8 juin 1994 ;

Vu le rapport du préfet coordonnateur de bassin relatif à la consultation des conseils régionaux et généraux du bassin Seine-Normandie en date du 7 septembre 1994 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 5 octobre 1994,

Article 1

Modifié par Décret n°2009-235 du 27 février 2009 - art. 5 (V)

Les zones sensibles prévues à l'article 6 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 sont définies aux articles ci-après et délimitées par la carte jointe en annexe au présent arrêté (1).

Pour l'application du présent arrêté, on entend par " bassin versant l'ensemble des affluents, des sous-affluents et de leurs ramifications ultimes, dont les eaux sont drainées vers les masses d'eaux significatives mentionnées dans les articles ci-après.

Sauf indication contraire, les indications " amont de ou " aval de, utilisées dans l'énumération ci-après des bassins

- la Moselle ;
- le Rhin ;
- la Sarre (y compris ses affluents et sous-affluents qui prennent leur source en territoire français, mais qui confluent avec la Sarre en territoire allemand).

Article 6

Les zones sensibles du bassin Rhône-Méditerranée-Corse comprennent les bassins versants :

- de la Saône en amont de Massieux (Ain) en rive gauche et Quincieux (Rhône) en rive droite ;
- du lac Léman ;
- des étangs palavasiens (Arnel, Méjean, Grec, Prévost), de l'étang de l'Or et de l'étang de Berre.

Article 7

Les zones sensibles du bassin Seine-Normandie comprennent les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales et les bassins versants des cours d'eau suivants :

- l'Oise à l'amont d'Alaincourt ;
- la Serre à l'amont de Mesbrecourt-Richecourt ;
- l'Ailette à l'amont de Lizy ;
- l'Aisne en amont de sa confluence avec la Vesle ;
- la Marne en amont d'Epemay ;
- la Seine en amont de sa confluence avec l'Orvin ;
- l'Yonne en amont de sa confluence avec l'Oreuse ;
- le Loing en amont de sa confluence avec le Fusain ;
- l'Essonne en amont de Malesherbes ;
- l'Eure en amont de sa confluence avec la Vesgre, et l'Iton en amont de sa confluence avec le Rouloir ;
- la Risle en amont de sa confluence avec la Charentonne ;
- les fleuves côtiers autres que la Seine et la Risle entre la Sélune au Sud et la Bresle au Nord.

Article 8

Le préfet fixe par arrêté les objectifs de réduction des flux de substances polluantes des agglomérations incluses en zone fixe sensible et produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kilogrammes par jour, en fonction des caractéristiques du milieu récepteur et de l'objectif recherché (lutte contre l'eutrophisation, protection des zones de baignade, de conchyliculture ou des captages pour la fabrication d'eau potable).

Article 9

Le directeur de l'eau est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'eau,

J.-L. LAURENT



Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement [via ce lien](#) 

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : / /

Dossier complet le : / /

N° d'enregistrement :

1 Intitulé du projet

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : Madame

Monsieur

Nom

Prénom(s)

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

Oui Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

Oui Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

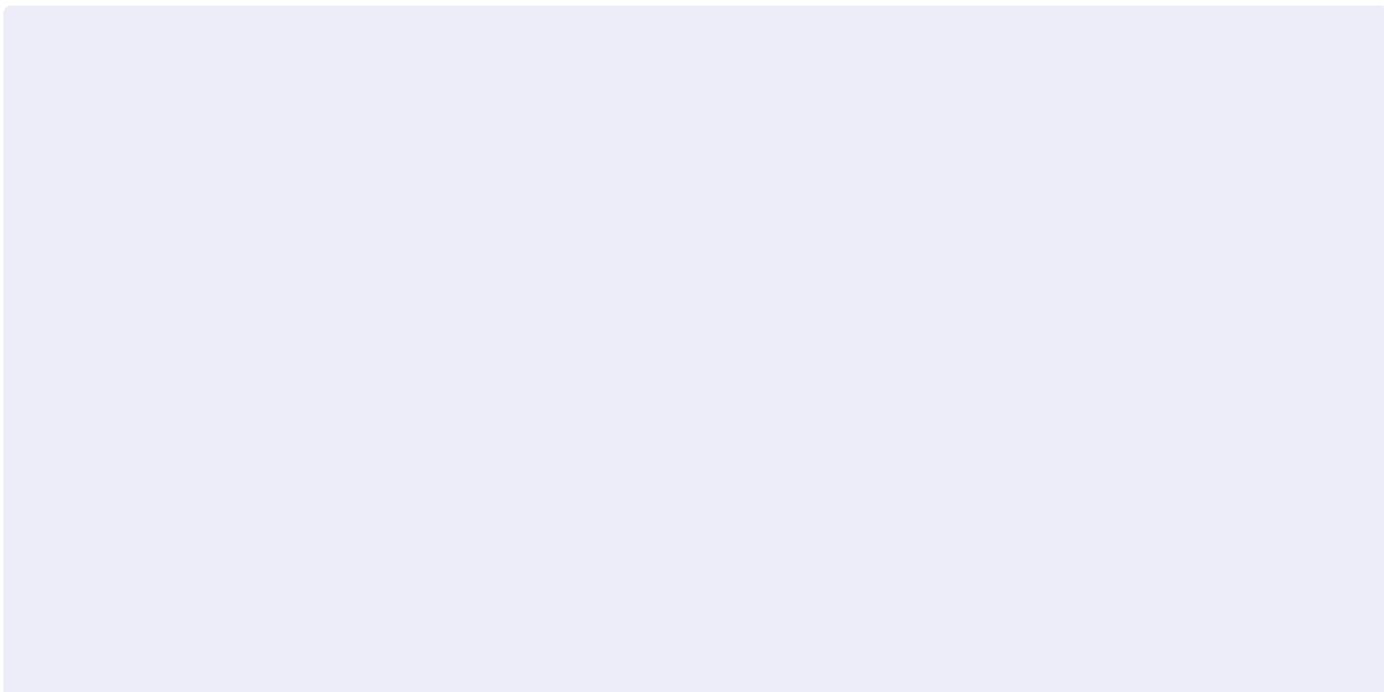
4.2 Objectifs du projet

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

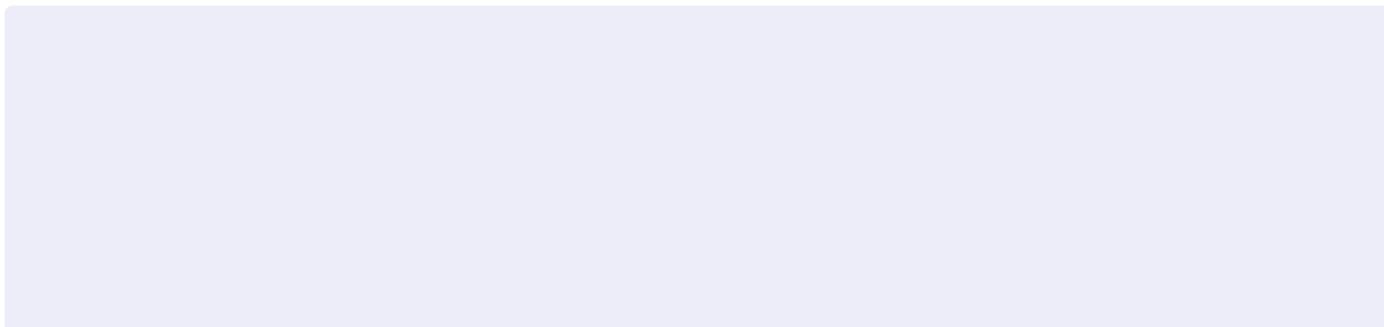


4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement



4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

① La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).



4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Coordonnées géographiques^[1]

Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Point de d'arrivée : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Communes traversées :

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

 Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

i Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Est-il source de bruit ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
		Engendre-t-il des rejets liquides ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
		Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

7 Auto-évaluation (facultatif)

① Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié .	<input type="checkbox"/>
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	<input type="checkbox"/>
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	<input type="checkbox"/>
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	<input type="checkbox"/>
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	<input type="checkbox"/>
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	<input type="checkbox"/>
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

 Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

Objet		
1		<input type="checkbox"/>
2		<input type="checkbox"/>
3		<input type="checkbox"/>
4		<input type="checkbox"/>
5		<input type="checkbox"/>

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Nom

Prénom

Qualité du signataire

À

Fait le / /



Signature du (des) demandeur(s)

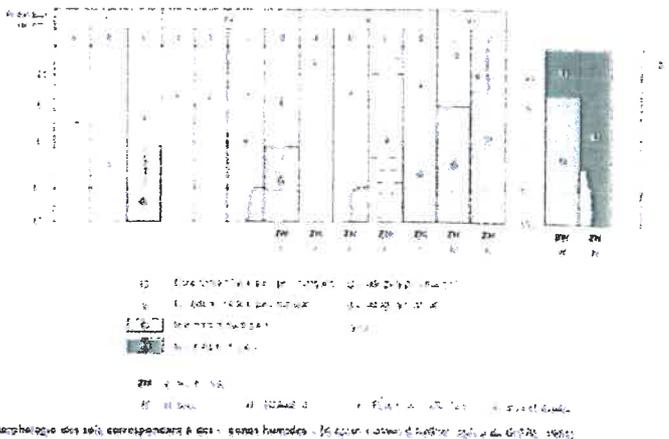
Annexe

Fiche sondage Zone Humide

N° sondage 1 Commune Les Hottes May Date 08/10/02
 Coordonnées lambert 93 | x : | y :
 Occupation du sol Cultures Nom du pédologue : T. FERRAND

Antécédents Climatiques

- Durée** 1 Les jours précédents
 2 Les semaines précédentes
- Nature** 1 Pluie
 2 Neige
 3 Humidité
 4 Temps ensoleillé
 5 Temps sec
 6 Sécheresse
 7 Gel
 8 Vent
 9 Temps variable
- Intensité** 1 D'intensité faible
 2 D'intensité moyenne
 3 D'intensité forte
- Conditions du jour (code Nature) :** 5



Diagnostic pédologique : horizons & classe d'hydromorphie

HORIZONS				TRAITS D'HYDROMORPHIE	
Profondeur apparition (cm)	Profondeur disparition (cm)	Nom	Humidité	Abondance	Nature
0	30		3	/	
30	60		3	/	
Noter et codifier si possible les horizons			Humidité 1 : sec 2 : frais 3 : humide 4 : très humide 5 : saturé 6 : noyé	Abondance Noter un pourcentage de recouvrement de l'horizon par les traits d'hydromorphie	Nature Oxydation Décoloration, défermentation, concrétions ou nodules non indurés Réduction Histique Traces fossiles

Classe GEPPA du sol RAS

Sol de Zone Humide Oui Non **Observations (nom du Sol RP 2008) :**

La nappe est phréatique Oui Non

L'eau d'origine naturelle Oui Non

B₀ 100 %

Annexe 4 :

Résumé non technique

I. Pétitionnaire de l'opération

Ce résumé a pour objectif de faciliter la prise de connaissance des informations contenues dans le dossier de déclaration relatif au forage.

Déclarant : Pétitionnaire	Téléphones, mail
EARL DU BUISSON VIOLETTE LUC 58400 NARCY SIRET : 491 649 653 000 12	06.73.90.39.70 c.violette@hotmail.fr

Le présent dossier vise à déclarer la réalisation d'un nouveau forage pour un projet d'irrigation de grandes cultures sur l'exploitation de VIOLETTE Luc, exploitant agricole sur la commune de Narcy dans le département de la Nièvre.

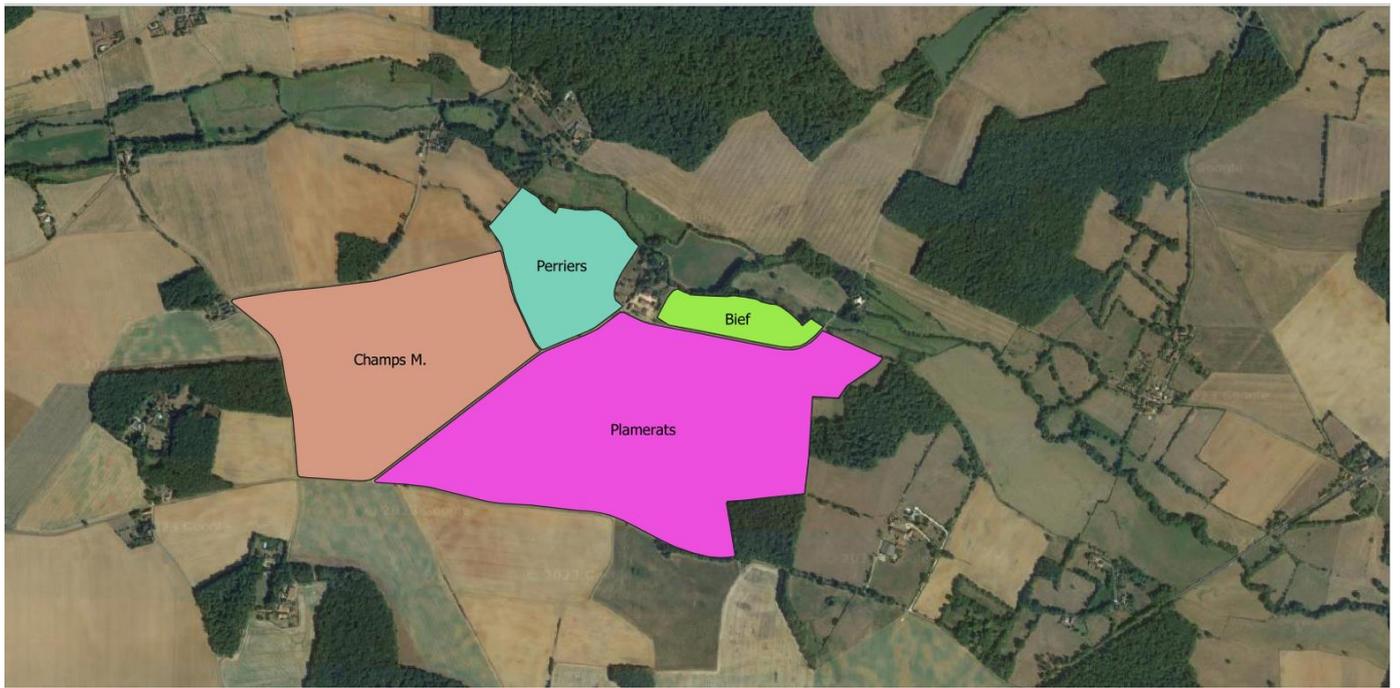
Au niveau du cadastre, le projet se situe sur 4 Ilots (voir Carte 1) :

	Ilot 17	Champs Mussets	41.47 ha
	Ilot 20	Le Bief	5.57 ha
	Ilot 21	Les Plamerats	66.36 ha
	Ilot 22	Les Perriers	14.76 ha

Un diagnostic sol ainsi que des analyses en laboratoire a été réalisé le 10/02/2023 pour déterminer le potentiel agronomique des sols tout en prenant en compte les zones humides. Une visite de l'exploitation a été réalisé pour réaliser une visualisation théorique des parcelles potentiellement irrigable. Ceci a ainsi permis de calculer un prélèvement théorique de 132 000 m³ pour 120 ha et par an.

L'exploitant passera par l'ADMIEN pour faire sa demande groupée permettant d'affiner tous les ans son besoin en eau en fonction des cultures et des surfaces irriguées.

Le but de l'irrigation sur ces parcelles est d'améliorer les rendements et surtout de les sécuriser face au changement climatique et face aux sols de l'exploitation ayant peu de réserve utile.



Carte 1. Localisation des ilots potentiellement irrigables

II. Identification des enjeux du site

1. Bassin hydraulique

Le projet de travaux se localise sur le bassin versant du Mazou Nohain

2. Localisation du projet par rapport à l'enjeu eau

SDAGE LB	Concerné
Zones vulnérables	Concerné
Zone de protection captage A.E.P	Non concerné
Zones sensibles	Concerné
S.A.G.E	Non concerné
Z.R.E	Non concerné
Contrat de rivière, milieux	Concerné (Vrille Nohain Mazou)
Classement cours d'eau au titre de la continuité écologique	Concerné
Zone de frayère	Concerné

3. Localisation du projet par rapport aux enjeux relatifs à la biodiversité et aux zones humides

Z.N.I.E.F.F de type 1	Non concerné
Z.N.I.E.F.F de type 2	Non concerné
Z.I.C.O	Non concerné
Natura 2000 « oiseaux » Z.P.S	Non concerné
Natura 2000 « Habitat » S.I.C	Non concerné
Parc naturel régionale	Non concerné
Arrêté Biotope	Non concerné

Zone Humide RAMSAR	Non concerné
---------------------------	--------------

Zone Humide (arrêté octobre 2009)	Non concerné
--	--------------

4. Localisation du projet par rapport aux zonages réglementaires liés à l'urbanisme

Plan Local d'Urbanisme	Non concerné
-------------------------------	--------------

Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager	Non concerné
--	--------------

Site Classé et Inscrit	Non concerné
-------------------------------	--------------

5. Localisation du projet par rapport aux risques d'inondation

Zone inondable	Non concerné
-----------------------	--------------

PGRI	Non concerné
-------------	--------------

6. Localisation du projet par rapport aux mouvements de terrain

Mouvement de terrain	Non concerné
-----------------------------	--------------

III. Rubrique Nomenclature Eau

La création de ce genre de forage et le prélèvement relèvent des rubriques de nomenclature Eau 1.1.2.0 « prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage », 1.1.1.0 « forage » et 3.3.1.0 « Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais ».

N° de la rubrique	Intitulé	Procédure
1.1.2.0	<p>Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé.</p> <p>Demande d'autorisation : le volume total prélevé est supérieur ou égal à 200 000 m³/an.</p> <p>Demande de déclaration : le volume total prélevé est supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200000m³/an.</p>	Pas de dossier loi sur l'eau
1.1.1.0	<p>Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destinés à un usage domestique, exécutés en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.</p>	Déclaration
3.3.1.0	<p>Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais :</p> <p>Demande d'autorisation : travaux impactant une surface supérieure à 1 ha de zones humides,</p> <p>Demande de déclaration : travaux impactant une surface supérieure à 0,1 ha de zones humides mais inférieure à 1 ha.</p>	Pas de dossier loi sur l'eau

Aucune source de pollution ponctuelle (stockage de fuel, fumière) n'est présente au voisinage du forage dans le périmètre de 35m. Les bâtiments dans un rayon de 35m par rapport au forage sont des habitations.

Localisation	Caractéristiques	Masse d'eau	Usage
Dpt : Nièvre Commune : Narcy Coordonnées GPS (Lambert 93) : X : 709538.2 Y : 6683038	Prélèvement maximum 132 000 m ³ /an Débit maximum : 100 m ³ /h Profondeur maximale : 50 à 60 m Forage en diamètre environ 280 cm	Calcaires et marnes du Dogger et Jurassique supérieur du Nivernais nord libres et captifs	Irrigation Grandes cultures

IV. Conclusion

L'objectif des travaux vise à permettre la réalisation d'un forage sur la commune de Narcy dans le département de la Nièvre.

La présente déclaration vise à exposer les modalités des travaux, préciser les caractéristiques techniques de l'ouvrage et évaluer l'impact des nouveaux forages sur l'environnement (Eau, biodiversité). Différentes bonnes pratiques sont préconisées au moment de la réalisation des travaux.

Dans la mesure où l'ensemble des préconisations de l'étude est respecté, préservant ainsi l'ensemble des enjeux identifiés, les atteintes occasionnées sur le milieu **sont négligeables et non significatives.**